

F. 91 — 2605

[C — 29505]

**4 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif au camping-caravaning**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning;

Vu l'avis de l'Etablissement visé par l'accord de coopération relatif à l'exercice conjoint de compétences par la Communauté française et la Région wallonne signé à Namur le 17 novembre 1990 et approuvé par le décret du 4 mars 1991, donné le 2 juillet 1991;

Vu les avis du Conseil Supérieur du Tourisme, donnés les 17 décembre 1990 et 22 avril 1991;

Vu l'avis de l'Inspector des Finances, donné le 29 mai 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juillet 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 4 septembre 1991,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions****Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- l'Exécutif : l'Exécutif de la Communauté française;
- le Ministre : le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a le tourisme dans ses attributions;
- les personnes morales de droit public : l'Etat, les Communautés, les Régions, les Provinces, les Communes, les Intercommunales et les associations de communes;
- le Collège : le Collège des Bourgmestres et Echevins de la commune sur le territoire de laquelle le terrain est situé;
- le fonctionnaire-délégué : le fonctionnaire-délégué par le Ministre qui a l'urbanisme et l'aménagement du territoire dans ses attributions;
- le Comité technique : le Comité technique de l'hôtellerie de plein air instauré par le décret du 5 décembre 1988 portant création du Conseil supérieur du Tourisme;
- l'intéressé : le demandeur du permis de camping-caravaning;
- le titulaire : le titulaire du permis de camping-caravaning;
- les touristes de passage : les campeurs-caravaniers dont la présence sur le terrain ne dépasse pas deux mois par an et qui n'utilisent que des tentes, des caravanes routières, des motorhomes ou tout autre abri mobile analogue comme abri de camping-caravaning à l'exception de caravanes de type résidentiel;
- le permis : le permis de camping-caravaning;
- le terrain : le terrain de camping-caravaning;
- le décret : le décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning;
- caravane routière : toute caravane qui peut être tractée sur la voie publique sans autorisation spéciale préalable;
- caravane de type résidentiel : toute caravane qui ne peut être tractée sur la voie publique sans autorisation spéciale préalable, pouvant cependant être aisément transportable, son enlèvement ne nécessitant aucun démontage ni démolition.

**CHAPITRE II. — Des conditions d'exploitation du terrain****Art. 2.** Tout terrain doit satisfaire aux conditions visées aux articles 3 à 7.**Art. 3.** Pour répondre aux conditions de salubrité, le terrain doit répondre aux conditions suivantes :

- 1<sup>o</sup> le terrain doit être situé dans un lieu salubre;
- 2<sup>o</sup> des marges d'isolement du terrain dont l'étendue relève, dans chaque cas de l'avis conforme du fonctionnaire-délégué doivent exister par rapport à l'habitat existant ainsi que par rapport aux limites des bois soumis ou non au régime forestier et aux limites des réserves naturelles domaniales ou agréées par le Ministre qui a ces compétences dans ses attributions;
- 3<sup>o</sup> si le terrain se trouve en bordure d'un cours d'eau, une zone libre de toute installation d'une largeur minimale de huit mètres, calculée à partir de la rive habituelle du cours d'eau, doit exister. Toutefois, la largeur de la zone peut être portée à quinze mètres lorsque, suivant l'avis conforme du fonctionnaire-délégué, la configuration des lieux justifie un tel élargissement;
- 4<sup>o</sup> le parfait écoulement des eaux de surface doit être assuré de manière naturelle ou artificielle;
- 5<sup>o</sup> sauf le cas de limites naturelles, le terrain devra être entouré d'un rideau de plantations s'harmonisant au paysage.

Ce rideau de plantations doit dissimuler de façon suffisante la vue du terrain.

**Art. 4.** Pour répondre aux conditions d'équipement des lieux, le terrain doit être pourvu :

1<sup>o</sup> d'un dispositif d'alimentation en eau potable. Ce dispositif doit être conçu de telle façon que l'eau distribuée ne puisse être polluée; il doit assurer un débit journalier minimal de cent litres par emplacement et comprendre, par groupe ou fraction de groupe de vingt-cinq emplacements, au moins une aire de point d'eau en matériaux durs qui permet l'écoulement des eaux.

L'emploi d'eau non potable n'est admis que pour le fonctionnement des installations de douches et de toilettes et il doit être signalé de manière très apparente;

2<sup>o</sup> d'un dispositif électrique d'éclairage des installations à usage collectif et comprenant en outre, par groupe ou fraction de groupe de dix emplacements, une prise de courant installée dans les blocs sanitaires;

3° d'un téléphone accessible aux campeurs-caravaniers de jour comme de nuit s'il comporte cent emplacements ou plus;

4° d'un parking situé à proximité de l'entrée principale permettant le parage d'un nombre de voitures au moins égal à un vingtième du nombre total d'emplacements.

**Art. 5.** Pour répondre aux conditions d'hygiène, le terrain doit être doté :

1° d'une construction close et couverte spécialement aménagée pour les campeurs-caravaniers, abritant les installations sanitaires et comprenant des sections et des entrées distinctes pour les hommes et pour les femmes.

Ces installations sanitaires doivent se composer d'au moins :

a. un W.C. à effet d'eau et un lavabo avec glace et tablette, par groupe ou fraction de groupe de dix emplacements;

b. un urinoir à effet d'eau par groupe ou fraction de groupe de quarante emplacements;

c. une douche à eau courante chaude et froide par groupe ou fraction de groupe de cinquante emplacements.

Pour l'application des points a et c visés à l'alinéa précédent, le nombre minimal de W.C., lavabos ou douches est porté à deux lorsque le nombre total d'emplacements ne dépasse pas respectivement dix et cinquante.

Le nombre d'installations sanitaires réservé aux hommes et aux femmes sera réparti d'une façon équitable. Il n'est pas tenu compte des équipements sanitaires individuels.

d. d'une vidange pour w.c. chimiques par bloc sanitaire;

2° d'un matériel collecteur d'immondices composé soit de poubelles avec couvercle, soit de sacs en matière plastique, soit de containers fermés et qui doit en tout temps être opérationnel;

3° d'un moyen d'évacuation des immondices;

4° d'un moyen d'évacuation des eaux usées conforme aux règlements établis par les autorités compétentes.

**Art. 6.** Pour répondre aux conditions de sécurité, le terrain doit être pourvu :

1° d'au moins un poste d'incendie par groupe ou fraction de groupe de cent emplacements disposé sur le terrain dans un périmètre de chaque groupe ou fraction de groupe de cent emplacements.

Chaque poste d'incendie doit être équipé d'au moins deux extincteurs portatifs à poudre polyvalente type ABC d'une contenance minimale de neuf kilos ou trois extincteurs à poudre polyvalente type ABC d'une contenance minimale de six kilos.

Les extincteurs doivent répondre aux normes belges. La marque « BENOR » constitue une preuve de cette conformité.

Les extincteurs portatifs doivent être contrôlés chaque année par une firme agréée.

Le matériel d'incendie doit être logé dans une armoire fixe que l'on peut ouvrir aisément.

Les postes d'incendie doivent porter l'inscription « poste d'incendie » en caractères d'au moins huit centimètres de hauteur, de couleur rouge sur fond blanc.

Des plaques indicatrices portant l'inscription « poste d'incendie » en caractères d'au moins huit centimètres de hauteur, de couleur rouge sur fond blanc doivent être placées en différents endroits du terrain pour indiquer le chemin d'accès le plus rapide.

L'inscription « poste d'incendie » peut être remplacée par des pictogrammes bien visibles.

2° d'une boîte de secours, facilement accessible et conforme au règlement général sur la protection du travail;

3° d'un raccordement à la voie publique par chemin carrossable permettant l'accès de véhicules équipés d'appareils de lutte contre l'incendie;

4° de voies carrossables intérieures d'une largeur minimale de trois mètres utilisables par tout temps;

5° d'un règlement d'ordre intérieur contenant les prescriptions minimales prévues par le présent arrêté, relatives aux obligations des campeurs-caravaniers et aux abris de camping-caravaning ainsi que :

— l'interdiction de stationner les véhicules sur les voies d'accès et les voies intérieures;

— l'obligation de respecter la moralité, la tranquillité et la décence publiques ainsi que le silence nocturne;

— les conditions de vente et d'achat de marchandises à l'intérieur du terrain;

— les conditions minimales de sécurité-incendie;

— les conditions minimales d'hygiène.

Ce règlement, dont un modèle figure à l'annexe 1 du présent arrêté, doit être affiché de façon apparente à l'entrée principale du terrain.

**Art. 7.** Les emplacements et les abris de camping-caravaning doivent répondre aux conditions suivantes :

1° les emplacements réservés aux tentes auront une superficie minimale de 50 m<sup>2</sup>;

2° les emplacements réservés aux caravanes ainsi qu'aux motorhomes ou autres abris analogues, dont les dimensions hors tout n'excèdent pas 2,50 mètres de largeur et 8 mètres de longueur, timon compris, auront une superficie minimale de 80 m<sup>2</sup>;

3° les emplacements réservés aux caravanes de type résidentiel ou autres abris analogues ainsi qu'aux abris de camping-caravaning mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, alinéa 2 du décret, dont la superficie d'occupation du sol, auvent et avancée en toile compris, ne dépasse pas 30 m<sup>2</sup>, auront une superficie minimale de 100 m<sup>2</sup>;

4° les emplacements réservés aux caravanes de type résidentiel ou autres abris analogues ainsi qu'aux abris de camping-caravaning mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, alinéa 2 du décret dont la superficie d'occupation au sol, auvent et avancée en toile compris, dépasse les 30 m<sup>2</sup> avec un maximum de 40 m<sup>2</sup>, auront une superficie minimale de 120 m<sup>2</sup>;

5° à l'exception des abris de camping-caravaning mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, alinéa 2 du décret, tous les abris de camping-caravaning mentionnés ci-dessus doivent par leur conception et leur destination conserver un caractère permanent de mobilité;

6° est interdite toute annexe, fixe ou démontable, à tous les abris de camping-caravaning, tels les terrasses, paravents, superstructures, loggias, balustrades, ou toute autre construction quelconque, à l'exception cependant des auvents ou avancées en toile et d'abris de rangement exclusivement réservés à cette fin, indépendants des abris de camping-caravaning et décrits comme suit :

— un seul modèle d'abri de rangement est autorisé par terrain et un seul abri est autorisé par emplacement; son usage est exclusivement destiné au rangement et il sera maintenu en parfait état d'entretien;

— l'abri de rangement doit pouvoir être visité sur simple demande verbale par les agents et fonctionnaires désignés à cette fin par l'Exécutif conformément à l'article 8 du décret;

— sa surface projetée au sol, débordements de toiture compris, sera de 4 m<sup>2</sup> maximum, sa hauteur de 2,25 mètres maximum;

— le titulaire choisira soit un modèle en bois teinté foncé, à l'exclusion de peinture, de façon à laisser apparaître la texture naturelle du bois et couvert d'une toiture de teinte sombre, soit un modèle à parois métalliques unicolores de teinte blanche, grise, brun foncé ou vert foncé, toutes autres teintes étant interdites, la couverture des abris métalliques étant dans la même teinte que les parois ou d'une teinte plus foncée;

— les parois seront verticales et dépourvues d'ouvertures à l'exception de la porte d'accès. Les matériaux qui constituent les parois doivent être uniquement en bois ou en métal selon le modèle d'abri choisi;

— la toiture sera à deux versants de même pente comprise entre 15 degrés et 35 degrés, ses débordements seront limités au strict nécessaire pour la protection des parois, les planches de rives éventuelles seront droites et dépourvues de festonnage, les gouttières et descentes d'eaux pluviales surajoutées sont interdites; les matériaux de la toiture seront soit le métal pour les abris métalliques, soit le bois ou les bardeaux à l'exclusion des cartons bitumés et des plastiques ondulés, pour les abris en bois;

— l'ancrage au sol ne pourra en aucun cas être visible sur une hauteur supérieure à 10 centimètres.

En aucun cas, l'abri ne pourra être surélevé par quelque moyen que ce soit; en cas de terrain en pente, l'abri devra être partiellement encastré dans le sol et non surélevé pour rattraper la différence de niveau.

Quant à l'implantation, il sera veillé à l'ordonnement harmonieux des abris.

En cas de création ou d'extension de terrains, ils seront dans tous les cas implantés sur la limite du fond de l'emplacement, soit dans le prolongement de la caravane qu'ils desservent, soit dans un des angles du fond de l'emplacement, les faites de toiture étant orientés en fonction du relief du sol.

Il ne pourra être adjoint à l'abri de rangement des constructions annexes tels les niches, ou abris de bouteilles de gaz. Les abris ne peuvent servir de support d'antenne, ni être raccordés à l'eau, ni être équipés de moyens de chauffage quels qu'ils soient ni de toutes autres installations.

Le numéro d'identification de l'emplacement sera repris sur l'abri de rangement.

7° chaque emplacement ne peut accueillir qu'un seul abri de camping-caravaning mentionné à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du décret. Toutefois, le titulaire peut autoriser l'installation d'une tente complémentaire sur un même emplacement à condition qu'elle soit occupée par des membres de la famille de la personne qui a loué l'emplacement et uniquement sur des emplacements réservés aux touristes de passage;

8° la distance minimale calculée au sol entre tous les abris de camping-caravaning installés sur des emplacements différents, est de 4 mètres;

9° sur un même terrain, les abris de camping-caravaning mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> du décret, et ceux mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, alinéa 2 du décret, doivent être groupés dans des zones nettement séparées et le nombre des abris de camping-caravaning mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, alinéa 2 précité ne peut être supérieur à vingt pourcent du nombre total des emplacements du terrain;

10° sur le terrain tous les emplacements pour abris de camping-caravaning doivent être matériellement délimités et individuellement identifiés de façon apparente à l'aide d'une numérotation continue; ils ne peuvent être clôturés que par des clôtures uniformes;

11° tout abri de camping-caravaning doit être distant d'au moins 20 mètres de toute maison d'habitation qui existait avant la création du terrain ou de son agrandissement;

12° le nombre d'emplacements pour abris de camping-caravaning prévu sur le terrain ne peut dépasser cent à l'hectare de superficie brute;

13° dix pour cent au moins du nombre total des emplacements pour abris de camping-caravaning doivent être réservés aux touristes de passage.

Toutefois, le Ministre peut, après avoir pris l'avis du Comité Technique, accorder des dérogations en ce qui concerne le pourcentage d'emplacements réservés aux touristes de passage. Ces dérogations ne peuvent être accordées qu'en égard à la situation géographique ou au mode de gestion particulier du terrain.

### CHAPITRE III. — De l'octroi, du refus, de la suspension et du retrait du permis

#### Section 1<sup>re</sup>. — De la demande de permis émanant d'une personne physique ou d'une personne morale de droit privé

Art. 8. La demande de permis est déposée à l'administration communale; si la demande est complète, il en est délivré sur le champ un avis de réception. La demande peut également être adressée par envoi recommandé à la poste.

Dans les cinq jours de la réception de cet envoi, l'administration communale adresse à l'intéressé par lettre recommandée un avis de réception ou l'informe, dans les mêmes conditions, que sa demande n'est pas complète.

Art. 9. Pour être complète, la demande de permis doit être accompagnée en trois exemplaires des documents ci-après :

1° un certificat d'urbanisme ou une copie conforme du permis de bâtir délivré par les autorités compétentes, si celui-ci est nécessaire à la réalisation des constructions envisagées et, le cas échéant, d'une copie de la décision de l'Exécutif régional wallon portant approbation en Région wallonne du plan directeur d'aménagement conformément aux prescriptions du titre premier bis du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme;

2° un extrait cadastral portant indication du terrain pour lequel le permis est sollicité et de toutes les parcelles situées dans un rayon de deux cent mètres;

3° un plan de situation du terrain permettant de le situer par rapport à des points de repère;

4° un plan à l'échelle décrivant la nature au sol, situant les emplacements des divers types d'abris et commodités, les installations communes, les parkings, les zones vertes, les plantations et le tracé de voirie;

5° un dossier de renseignements donnant toutes indications sur :

a) le mode d'alimentation en eau potable, le débit quotidien disponible et la répartition des points d'eau;

b) le type et le nombre des installations sanitaires;

c) le mode d'évacuation des eaux usées et des immondices;

d) l'équipement des postes d'incendie et de secours et leur répartition sur le terrain.

8° une copie d'une police d'assurance visant à couvrir la responsabilité civile de l'intéressé pour tous dommages causés par lui ou par ses préposés;

7° un certificat de bonne conduite, vie et moeurs destiné à une administration publique délivré depuis moins de trois mois au nom de la personne chargée de la gestion journalière ainsi qu'au nom de l'intéressé. Lorsque ce dernier est une personne morale de droit privé, le certificat doit être délivré au nom du président du Conseil d'administration, au nom de l'administrateur-délégué ou de l'administrateur-directeur, et au nom de la personne chargée de la gestion journalière du terrain;

Si ces personnes sont :

- ressortissantes d'un des Etats-membres ou associés à la Communauté économique européenne;
- ressortissantes d'un des Etats-membres du Conseil de l'Europe ayant ratifié la Convention européenne d'établissement;
- apatrides résidant de façon permanente en Belgique;
- ressortissantes résidant de façon permanente en Belgique, d'un Etat accordant une réciprocité équivalente aux Belges,

le certificat de bonne conduite, vie et moeurs peut être remplacé par tout document émanant d'une autorité compétente et dont il résulte que l'article 6, 2<sup>o</sup> du décret est respecté.

8<sup>o</sup> si l'intéressé est une personne morale de droit privé, une copie de l'acte constitutif de la société et de ses modifications éventuelles publiées aux annexes du *Moniteur belge*;

Il doit être fait usage des formulaires fournis par l'administration communale.

**Art. 10.** Le Collège statue sur la demande de permis, sur avis conforme du fonctionnaire-délégué et du Commissaire au Tourisme, et notifie sa décision à l'intéressé dans les septante-cinq jours à compter de la date de l'avis de réception.

La décision d'octroi ou de refus du permis est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée.

La décision de refus doit être motivée.

Une copie de la décision du Collège, octroyant ou refusant le permis est adressée le jour même de la notification au fonctionnaire-délégué et au Commissaire au Tourisme.

L'absence de décision notifiée à l'intéressé dans le délai prévu à l'alinéa premier ouvre le droit de recours prévu par l'article 12 du présent arrêté.

Lorsque le permis a été délivré par le Collège en violation ou en l'absence de l'avis conforme du fonctionnaire-délégué ou du Commissaire au Tourisme, le Commissaire au Tourisme peut suspendre le permis, et dans ce cas, en adresse notification au Collège, à l'intéressé et au fonctionnaire-délégué, dans les quinze jours qui suivent la réception de la copie du permis.

Le permis est conforme au modèle prévu à l'annexe 2. Il doit reproduire le dispositif des avis conformes donnés par le fonctionnaire-délégué et par le Commissaire au Tourisme. Le refus d'octroi du permis est conforme au modèle prévu à l'annexe 2b.

**Art. 11.** Le Collège suspend ou retire tout permis à la demande du Commissaire au Tourisme lorsqu'une des conditions auxquelles son octroi a été subordonné n'est pas ou n'est plus remplie ou qu'une des obligations incombant au titulaire en vertu du présent arrêté, n'est pas ou plus respectée.

La décision de suspension ou de retrait du permis est notifiée à l'intéressé ou au titulaire par lettre recommandée. Elle doit être motivée.

Une copie de la décision du Collège suspendant ou retirant le permis est adressée le jour même de la notification au fonctionnaire-délégué et au Commissaire au Tourisme.

**Art. 12.** En cas de refus, de suspension ou de retrait du permis, l'intéressé ou le titulaire peut, dans les trente jours de la réception de la notification qui lui est faite, introduire un recours motivé, par lettre recommandée, auprès de la Députation permanente du Conseil provincial.

Dans le cas prévu à l'article 10, alinéa 5, le délai d'introduction du recours prend cours à l'expiration du délai dans lequel la décision devait être notifiée.

Une copie du recours est adressée par la Députation permanente au Collège, au fonctionnaire-délégué et au Commissaire au Tourisme dans les dix jours de la réception.

L'intéressé ou le titulaire ou leurs conseils, le Collège ou son délégué et le Commissaire au Tourisme sont, à leur demande, entendus par la Députation permanente.

La Députation permanente peut, si elle le désire, entendre le fonctionnaire-délégué.

Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître.

La décision de la Députation permanente est notifiée, par lettre recommandée, à l'intéressé ou au titulaire, au Collège, au fonctionnaire-délégué et au Commissaire au Tourisme dans les soixante jours de la date de dépôt à la poste de la lettre recommandée contenant le recours. Elle est motivée. Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de quinze jours.

**Art. 13. § 1er.** Le Collège ou le Commissaire au Tourisme peuvent, dans les trente jours de la réception de la décision de la Députation permanente octroyant ou maintenant le permis, introduire un recours motivé, par lettre recommandée, auprès du Ministre.

Une copie du recours est adressée par le Ministre, à l'intéressé ou au titulaire ainsi qu'à la Députation permanente, au Collège ou au Commissaire au Tourisme, selon le cas et au fonctionnaire-délégué, dans les dix jours de la réception.

§ 2. L'intéressé ou le titulaire peut, dans les trente jours de la réception de la décision de la Députation permanente refusant, suspendant ou retirant le permis, ou à défaut de cette réception, à l'expiration du délai dans lequel elle devait avoir lieu, introduire un recours motivé, par lettre recommandée, auprès du Ministre.

Une copie du recours est adressée, par le Ministre, au Collège, à la Députation permanente, au fonctionnaire-délégué et au Commissaire au Tourisme, dans les dix jours de la réception.

§ 3. L'intéressé ou le titulaire ou leurs conseils, le Collège ou son délégué, la Députation permanente, et le Commissaire au Tourisme sont, à leur demande, entendus par le Ministre ou son délégué.

Le Ministre peut, s'il le désire, entendre le fonctionnaire-délégué.

Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître.

**Art. 14.** Le recours de même que le délai pour le former sont suspensifs, sauf pour les nouveaux terrains ou pour des agrandissements de terrains existants pour lesquels un permis a déjà été délivré.

**Art. 15.** Le Ministre statue sur le recours après avoir pris l'avis du Comité technique. Le Comité technique doit rendre son avis dans les trente jours de la demande qui lui en est faite. Passé ce délai, l'avis est censé être donné.

La décision du Ministre est notifiée, par lettre recommandée, à l'intéressé ou au titulaire, au Collège, à la Députation permanente, au fonctionnaire-délégué et au Commissaire au Tourisme, dans les soixante jours de la date de dépôt à la poste de la lettre recommandée contenant le recours. Elle est motivée.

Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de quinze jours.

A défaut de décision notifiée dans le délai, l'intéressé ou le titulaire peut adresser, par lettre recommandée, un rappel au Ministre. Une copie du rappel est adressée par le Ministre au Collège, à la Députation permanente, au fonctionnaire-délégué et au Commissaire au Tourisme, dans les dix jours de la réception du rappel.

Si, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours prenant cours à la date du dépôt à la poste de la lettre recommandée contenant le rappel, l'intéressé ou le titulaire n'a pas reçu notification de la décision, le permis est censé être délivré ou maintenu.

Le bénéficiaire d'un permis censé être délivré ou maintenu est soumis aux mêmes règles que celles qui s'appliquent au titulaire.

#### Section II. — De la demande de permis émanant d'une personne morale de droit public

**Art. 16.** Lorsque la demande de permis émane d'une personne morale de droit public, elle doit être adressée, par lettre recommandée, au Commissaire au Tourisme.

Elle est accompagnée des mêmes documents que ceux énumérés à l'article 9, 1<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup> du présent arrêté ainsi que d'un certificat de bonne conduite, vie et moeurs délivré depuis moins de trois mois, destiné à une administration publique, au nom de la personne chargée de la gestion journalière du terrain.

Il doit être fait usage des formulaires fournis par le Commissaire au Tourisme.

**Art. 17.** Dans les dix jours de la réception de la demande de permis, le Commissaire au Tourisme adresse à l'intéressé, par lettre recommandée, un avis de réception ou l'informe dans les mêmes conditions que sa demande n'est pas complète.

Une copie de l'avis de réception est envoyée le jour même, par lettre recommandée au Collège lorsque la demande n'émane pas dudit Collège.

**Art. 18.** Le Commissaire au Tourisme statue sur la demande de permis, suivant l'avis conforme du fonctionnaire-délégué et après avoir pris l'avis du Collège lorsque la demande n'émane pas dudit Collège et notifie sa décision à l'intéressé dans les septante-cinq jours à compter de la date de l'avis de réception.

La décision d'octroi ou de refus du permis est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée.

La décision de refus doit être motivée.

Une copie de la décision du Commissaire au Tourisme, octroyant ou refusant le permis est adressée le jour même de la notification au fonctionnaire-délégué et au Collège lorsque la demande n'émane pas dudit Collège.

L'absence de décision notifiée à l'intéressé dans le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> ouvre le droit de recours prévu par l'article 20 du présent arrêté.

Le permis est conforme au modèle prévu à l'annexe 3. Il doit reproduire le dispositif de l'avis conforme donné par le fonctionnaire-délégué et de l'avis donné par le Collège lorsque la demande n'émane pas dudit Collège. Le refus d'octroi du permis est conforme au modèle prévu à l'annexe 3b.

**Art. 19.** Le Commissaire au Tourisme peut suspendre ou retirer le permis délivré par lui lorsqu'une des conditions auxquelles son octroi a été subordonné n'est pas ou plus remplie ou que l'une des obligations incombant au titulaire, en vertu du présent arrêté, n'est pas ou plus respectée.

La décision de suspension ou de retrait est notifiée à l'intéressé ou au titulaire par lettre recommandée. Elle doit être motivée.

Une copie de la décision du Commissaire au Tourisme suspendant ou retirant le permis est envoyée, le jour même, par lettre recommandée, au fonctionnaire-délégué et au Collège lorsque la demande n'émane pas dudit Collège.

**Art. 20. § 1er.** Le Collège, lorsque la demande n'émane pas dudit Collège, peut dans les trente jours de la réception de la décision du Commissaire au Tourisme octroyant le permis, introduire un recours motivé, par lettre recommandée, au Ministre.

Une copie du recours est adressée par le Ministre, à l'intéressé ou au titulaire, au fonctionnaire-délégué et au Commissaire au Tourisme, dans les dix jours de la réception.

§ 2. L'intéressé ou le titulaire peut, dans les trente jours de la réception de la décision du Commissaire au Tourisme refusant, suspendant ou retirant le permis, introduire un recours motivé, par lettre recommandée, auprès du Ministre.

Une copie du recours est adressée, par le Ministre au fonctionnaire-délégué, au Commissaire au Tourisme et au Collège lorsque la demande n'émane pas dudit Collège, dans les dix jours de la réception.

§ 3. L'intéressé ou le titulaire ou leurs conseils, le Collège ou son délégué et le Commissaire au Tourisme sont, à leur demande, entendus par le Ministre ou son délégué.

Le Ministre peut, s'il le désire, entendre le fonctionnaire-délégué.

Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître.

**Art. 21.** Le recours, de même que le délai pour le former est suspensif, sauf pour les nouveaux terrains ou pour des agrandissements de terrains existants pour lesquels un permis a déjà été délivré.

**Art. 22.** Le Ministre statue sur le recours après avoir pris l'avis du Comité technique.

Le Comité technique doit rendre son avis dans les trente jours de la demande qui lui en est faite. Passé ce délai, l'avis est censé être donné.

La décision du Ministre est notifiée, par lettre recommandée, à l'intéressé ou au titulaire, au fonctionnaire-délégué, au Commissaire au Tourisme et au Collège lorsque la demande n'émane pas dudit Collège, dans les soixante jours de la date de dépôt à la poste de la lettre recommandée contenant le recours. Elle est motivée.

Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de quinze jours.

A défaut de décision notifiée dans le délai, l'intéressé ou le titulaire peut adresser, par lettre recommandée, un rappel au Ministre.

Une copie du rappel est adressée par le Ministre au fonctionnaire-délégué, au Commissaire au Tourisme et au Collège lorsque la demande n'émane pas dudit Collège, dans les dix jours de la réception du rappel.

Si à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours prenant cours à la date de dépôt à la poste de la lettre recommandée contenant le rappel, l'intéressé ou le titulaire n'a pas reçu de notification de la décision, le permis est censé être délivré ou maintenu.

Le bénéficiaire d'un permis censé être délivré ou maintenu est soumis aux mêmes règles que celles qui s'appliquent au titulaire.

*Section III. — Dispositions communes*

**Art. 23.** La demande de permis est soumise à la publicité suivante :

1° l'intéressé est tenu d'afficher sur le terrain pour lequel le permis est demandé, et ce dès le jour de la délivrance de l'avis de réception de sa demande jusqu'au jour de la décision définitive, un avis conforme aux modèles prévus à l'annexe 4, 4b, 5 ou 5b selon le cas.

Cet avis d'au moins 35 dm<sup>2</sup> est imprimé en noir sur papier de couleur jaune.

L'avis est placé sur un panneau fixé à un piquet à la limite du terrain avec la voie publique et parallèlement à celle-ci, à une hauteur minimum de 1,50 m. Pendant toute la durée de son exposition, l'avis est maintenu en parfaites conditions de visibilité et de lisibilité.

L'intéressé remet à l'administration communale, pour être ajouté à son dossier, un double de l'avis qu'il aura affiché.

2° Pendant quinze jours à partir du moment où l'avis de réception de la demande de permis a été délivré, l'administration communale affiche aux endroits habituels d'affichage, un avis conforme au modèle prévu à l'annexe 6, 6b, 7 ou 7b, selon le cas.

Pendant ces quinze jours, quiconque a des réclamations ou remarques à formuler contre ce projet, peut les faire connaître, par écrit au Collège ou au Commissaire au Tourisme selon le cas.

Le présent article ne s'applique qu'aux nouveaux terrains ainsi qu'aux agrandissements de terrains existants pour lesquels un permis a déjà été délivré.

**Art. 24.** Le Ministre peut suspendre ou retirer le permis délivré par lui lorsqu'une des conditions auxquelles son octroi a été subordonné n'est plus remplie ou que l'une des obligations auxquelles le titulaire est assujéti en vertu du présent arrêté n'est pas ou n'est plus respectée.

La décision du Ministre retirant ou suspendant le permis est notifiée à l'intéressé ou au titulaire, par lettre recommandée.

Une copie de la décision est adressée, le jour même, par le Ministre, au Collège, s'il y a lieu, à la Députation permanente, au fonctionnaire-délégué et au Commissaire au Tourisme.

Dès que le retrait ou la suspension du permis est levé, le Ministre en informe les parties intéressées.

*CHAPITRE IV. — De certaines obligations du titulaire*

**Art. 25.** En cas de remplacement de la personne chargée de la gestion journalière du terrain ou, lorsque le titulaire est une personne morale de droit privé, en cas de remplacement du ou des gérants, du président du Conseil d'Administration ou du ou des administrateurs-délégués de la société, le titulaire est tenu de faire parvenir à l'autorité qui a délivré le permis dans les dix jours qui suivent le remplacement, par lettre recommandée ou avec accusé de réception, un nouveau certificat de bonne conduite, vie et moeurs destiné à une administration publique, délivré depuis moins de trois mois au nom du ou des nouveaux gestionnaires.

**Art. 26.** Le titulaire est tenu de faire parvenir à l'autorité qui a délivré le permis à la demande de celle-ci, un nouveau certificat de bonne conduite, vie et moeurs tel que prévu à l'article 9, 7° ou 16 alinéa 2 du présent arrêté, selon le cas.

**Art. 27.** Pendant le temps d'ouverture du terrain, le permis, la police d'assurance en responsabilité civile ainsi que la preuve du paiement de la prime de l'année en cours, ou leur photocopie, doivent pouvoir être présentés à la première réquisition des fonctionnaires et agents désignés à cette fin par l'Exécutif conformément à l'article 8 du décret.

**Art. 28.** Le titulaire est tenu de faire respecter le règlement d'ordre intérieur du terrain et de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le parfait entretien du terrain. Il est tenu d'afficher de façon très apparente près de l'entrée principale les numéros d'appel des premiers secours.

**Art. 29.** A la demande du Commissaire au Tourisme, le titulaire est tenu de fournir toute information sur les équipements du terrain, les services offerts et les prix pratiqués.

**Art. 30.** Lorsque la décision de retrait du permis est définitive ou en cas de cessation définitive de l'exploitation du terrain, le titulaire est tenu de renvoyer le permis, par lettre recommandée, à l'autorité qui l'a délivré dans les dix jours de la notification du retrait définitif ou de la cessation définitive de l'exploitation du terrain.

*CHAPITRE V. — Du contrôle des campeurs-caravaniers*

**Art. 31.** Le titulaire, ou son représentant est tenu, pour toute personne qui passe une nuit sur le terrain, de remplir ou de faire remplir une fiche double conforme au modèle de l'annexe 8. Moyennant l'accord des autorités de police locales, cette fiche peut être remplacée par un fichier informatisé.

Toutefois, l'épouse est inscrite sur la même fiche que son époux et les enfants célibataires sont inscrits sur celle de leur père ou de leur mère.

Les inscriptions doivent être faites le jour même de l'arrivée des campeurs-caravaniers sur le terrain.

Le titulaire ou son représentant s'assure de l'exactitude des renseignements fournis en se faisant produire par le campeur-caravanier les pièces d'identité dont il doit être porteur.

Le campeur-caravanier a l'obligation de produire ces pièces.

La fiche est signée par le campeur-caravanier. Si le campeur-caravanier ne peut pas écrire, le titulaire en fait mention.

La première partie de la fiche est transmise, par le titulaire ou par son représentant, aux autorités de police locale au plus tard le lendemain du jour de l'arrivée du campeur-caravanier sur le terrain.

Le double de la fiche est conservé par le titulaire pendant un an et peut être consulté à tout moment par les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par l'Exécutif conformément à l'article 8 du décret.

Le titulaire ou son représentant indique sur ce double, dans les vingt-quatre heures, la date de départ du campeur-caravanier.

**Art. 32. § 1<sup>er</sup>.** Les dispositions de l'article 31 du présent arrêté ne s'appliquent, en ce qui concerne les groupes organisés de campeurs-caravaniers, qu'au chef de groupe.

La liste de tous les membres du groupe est remise au titulaire ou à son représentant.

Elle mentionne les nom, prénoms, domicile, nationalité, date de naissance et numéro de la pièce d'identité de chaque membre du groupe.

§ 2. Lorsque le campeur-caravanier loue un emplacement pour toute une saison ou pour toute une année, l'inscription prévue à l'article 31 ne doit avoir lieu qu'une fois par année lors de la première arrivée sur le terrain.

#### CHAPITRE VI. — Des modifications de l'infrastructure et du changement d'exploitant d'un terrain

**Art. 33 § 1<sup>er</sup>.** En cas de modification de l'infrastructure du terrain pour lequel un permis a été délivré, notamment en cas de diminution ou d'augmentation du nombre d'emplacements pour abris de camping-caravaning ou en cas d'agrandissement du terrain, le titulaire doit, avant la mise en exploitation de la ou des modification(s) intervenue(s), obtenir soit un nouveau permis correspondant à la ou aux modifications intervenues, soit un permis complémentaire.

Cette demande de nouveau permis ou de permis complémentaire, selon le cas, est soumise aux mêmes règles que celles édictées au chapitre III du présent arrêté.

§ 2. En cas de cession de l'exploitation d'un terrain ou en cas de décès du titulaire, le nouvel exploitant doit introduire, dans les trois mois qui suivent la date de la reprise de l'exploitation du terrain, une nouvelle demande de permis simplifiée soit directement à l'administration communale qui lui délivre un avis de réception, soit auprès du Commissaire au Tourisme par lettre recommandée.

Cette demande de permis simplifiée ne devra être accompagnée que d'un certificat de bonne conduite, vie et moeurs tel qu'il est prévu à l'article 9, 7<sup>o</sup> ou 16, alinéa 2 du présent arrêté, selon le cas, ainsi que d'une copie d'une police d'assurance visée à l'article 9, 6<sup>o</sup>.

Le Collège ou, selon le cas, le Commissaire au Tourisme, délivre un nouveau permis au nouvel exploitant dans les soixante jours qui suivent la date du dépôt ou de l'envoi de la nouvelle demande de permis après avoir pris l'avis du fonctionnaire-délégué et, s'il y a lieu, du Commissaire au Tourisme, selon le cas, et après s'être assuré que le demandeur ne contrevient pas aux dispositions de l'article 6, alinéa 2, 2<sup>o</sup> du décret, que la police d'assurance est en règle et à condition que le terrain qui fait l'objet de la nouvelle demande de permis n'ait pas subi de modification depuis l'octroi du dernier permis.

En cas de refus ou d'absence de délivrance du nouveau permis dans le délai prévu ci-dessus, l'intéressé peut, dans les trente jours qui suivent l'expiration de ce délai ou à partir de la date du refus, introduire un recours organisé conformément aux dispositions des articles 12 et suivants du présent arrêté.

Lorsque le recours est introduit par une personne morale de droit public, le recours est organisé conformément aux dispositions de l'article 20 du présent arrêté.

#### CHAPITRE VII. — De la classification et du modèle de l'écusson

**Art. 34.** Les terrains sont classés en cinq catégories selon les règles et les conditions d'équipement et de fonctionnement indiquées au tableau faisant l'objet de l'annexe 9. Chaque terrain ne peut être classé que dans une seule catégorie.

Tout terrain pour lequel un permis est délivré ou censé délivré, est classé d'office dans la catégorie 1 étoile.

**Art. 35.** Le titulaire ou le bénéficiaire du permis peut demander une révision de la classification, s'il estime que son terrain répond aux conditions de fonctionnement et d'équipement correspondant à une catégorie supérieure de classification.

**Art. 36.** La demande de révision de classification est adressée au Commissaire au Tourisme par lettre recommandée entre le premier avril et le premier août de chaque année.

Il doit être fait usage des formulaires fournis par le Commissaire au Tourisme.

**Art. 37.** Dès que la demande de révision de classification est complète, le Commissaire au Tourisme transmet au demandeur, dans un délai de dix jours, par lettre recommandée, un avis de réception.

Le Commissaire au Tourisme statue sur la demande de révision de classification et notifie sa décision au demandeur, par lettre recommandée, dans les quarante-cinq jours de l'envoi de l'avis de réception.

L'absence de décision notifiée au demandeur dans le délai prévu à l'alinéa 2 ouvre le droit de recours prévu à l'article 40 du présent arrêté.

**Art. 38.** Le Commissaire au Tourisme peut déclasser un terrain si celui-ci ne répond plus aux conditions d'équipement et de fonctionnement afférentes à sa catégorie de classification. Il en informe le titulaire par lettre recommandée.

**Art. 39.** Toute décision prise par le Commissaire au Tourisme refusant ou retirant la classification du terrain, dans une catégorie supérieure à une étoile, est motivée.

**Art. 40.** Le titulaire peut introduire, par lettre recommandée, un recours motivé auprès du Ministre contre toute décision du Commissaire au Tourisme portant classification, refus de révision de classification ou déclassement. Ce recours doit être introduit dans les trente jours à compter du dépôt à la poste de la lettre recommandée contenant la notification de la décision attaquée ou, dans le cas prévu à l'article 37, alinéa 3, à l'expiration du délai dans lequel la décision devait être notifiée.

**Art. 41.** Le Ministre statue sur le recours après avoir pris l'avis du Comité technique.

Le Comité technique doit rendre son avis dans les trente jours de la demande qui lui en est faite. Passé ce délai, l'avis est censé être donné.

La décision du Ministre est notifiée au demandeur, par lettre recommandée, dans les soixante jours de la réception du recours. Elle est motivée.

Une copie de la décision est adressée le jour même par le Ministre au Commissaire au Tourisme.

L'absence de décision notifiée au demandeur dans le délai prévu à l'alinéa 3 équivaut à un refus.

**Art. 42.** Le Commissaire au Tourisme délivre au titulaire ou au bénéficiaire du permis un écusson dont le modèle est repris à l'annexe 10 et qui reste la propriété de la Communauté française. Il doit être apposé de façon apparente à proximité de l'entrée principale du terrain.

L'écusson mentionne la catégorie de classification du terrain et porte, pour les catégories supérieures à une étoile, le numéro de la décision de classification.

Tout vol, perte ou destruction de l'écusson, doit être déclaré à l'autorité de police ou de gendarmerie locale. Un nouvel écusson n'est délivré que contre la remise de cette déclaration.

En cas de décision de retrait définitif du permis ou de la catégorie de classification, l'écusson attribué au terrain doit être restitué dans les dix jours de la notification.

En cas de cessation définitive de l'exploitation du terrain, l'écusson attribué au terrain doit être restitué dans les dix jours de la cessation.

CHAPITRE VIII. — *De la pratique du camping-caravaning en dehors des terrains*

Art. 43. La pratique du camping-caravaning est interdite :

- 1° sur les voies publiques pendant plus de vingt-quatre heures;
- 2° dans un rayon de cent mètres des points d'eau captée pour la consommation humaine;
- 3° dans un site classé par les autorités compétentes.

Les interdictions prévues aux 2° et 3° ci-dessus sont portées à la connaissance du public par voie de panneaux placés à la diligence des autorités communales aux points d'accès habituels des zones interdites.

La pratique du camping-caravaning, en dehors des voies publiques, est cependant autorisée à titre précaire au moyen de tentes, de caravanes routières et de motorhomes moyennant un accord préalable et écrit des autorités locales à l'occasion de manifestations sportives, culturelles ou sociales ponctuelles, organisées par des associations légalement constituées.

Les autorités locales veilleront à ce que toutes les dispositions soient prises en vue de garantir l'hygiène, la sécurité, la tranquillité publique et le bon aménagement des lieux.

En cas de carence grave à ces dispositions, les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par l'Exécutif conformément à l'article 8 du décret pourront mettre fin immédiatement à l'occupation des lieux.

CHAPITRE IX. — *Des dispositions transitoires, abrogatoires et finales.*

Art. 44. Est considéré comme terrain au sens du présent arrêté, tout terrain pour lequel un permis a été délivré sur base de la loi du 30 avril 1970 sur le camping et de l'arrêté royal du 29 septembre 1971 relatif au camping.

Art. 45. Tous les permis délivrés sur base de la loi du 30 avril 1970 sur le camping et de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 relatif au camping restent valables et sont réputés conformes au présent arrêté.

Toutefois, l'aménagement du terrain existant en vue de le rendre conforme aux conditions fixées aux articles 3, 5°-4, 1°, 2° et 3°-5, 1°, 2° et 4°-6, 1° et 2°-7, 1° à 4°, 7° et 9° doit être réalisé dans les quatre ans de l'entrée en vigueur du présent arrêté au plus tard.

Art. 46. Le terrain classé en une catégorie supérieure à une étoile sur base de la loi du 30 avril 1970 sur le camping et de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 relatif au camping, devra, en vue de conserver la classification du terrain dans ladite catégorie, satisfaire aux conditions de classification prévues à l'annexe 9 dans les quatre ans de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 47. L'arrêté royal du 29 octobre 1971 relatif au camping modifié par les arrêtés royaux du 13 février 1974 et du 26 mai 1978 et l'arrêté royal du 16 mai 1972 déterminant les personnes morales de droit public pour lesquelles le permis est délivré par le Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions ou par son délégué et l'arrêté ministériel du 16 mai 1972 déléguant le fonctionnaire habilité à délivrer le permis de camping lorsqu'il est sollicité par une des personnes morales de droit public désignées par l'arrêté royal du 16 mai 1972, sont abrogés en ce qui concerne la Communauté française.

Art. 48. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 49. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 septembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme  
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Annexe 1

## Modèle de règlement d'ordre intérieur

Article 1er. Quiconque séjourne sur le terrain est tenu de se conformer au présent règlement.  
Toute infraction aux prescriptions du présent règlement est susceptible d'entraîner l'expulsion du contrevenant.

Art. 2. Dès leur arrivée, les campeurs-caravaniers sont tenus de se faire inscrire.

Art. 3. Le chef de camp désigne les emplacements de camping-caravaning.

Art. 4. La distance minimale calculée au sol entre les abris de camping-caravaning situés sur des emplacements différents est de 4 m.

Il ne peut y avoir qu'un seul abri de camping-caravaning par emplacement à l'exception de ce qui est prévu à l'article 7, 7° de l'arrêté de l'Exécutif relatif au camping-caravaning.

Art. 5. Les véhicules ne peuvent stationner sur les voies d'accès et les voies intérieures.

Art. 6. Les campeurs-caravaniers doivent respecter la moralité et la tranquillité publiques et observer la décence. Nul ne peut s'exposer à des critiques par son comportement, sa tenue ou ses propos.

Art. 7. Le fonctionnement des radios, pick-up et autres appareils sonores ne peut incommoder personne et le silence est de rigueur entre 22 heures et 7 heures.

Art. 8. La circulation des véhicules à moteur est interdite entre 22 heures et 7 heures, sauf pour les nouveaux arrivants.

Art. 9. La vente et l'achat de denrées et boissons ne peuvent avoir lieu qu'aux endroits désignés par l'exploitant. La vente et la distribution d'autres objets ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation du chef de camp.

Art. 10. Aucune arme ne peut être apportée sur le terrain sans l'autorisation expresse du chef de camp.

Art. 11. Les abris de camping-caravaning ne peuvent servir ni à des activités ni au dépôt de marchandises qui aggraveraient le danger d'incendie ou les conséquences d'un incendie.



Art. 12. Les appareils de cuisine et de chauffage au gaz, au pétrole, à l'électricité ou autres doivent être installés de manière à présenter toutes les garanties de sécurité. Ils doivent être placés dans un endroit bien ventilé et sur un support peu conducteur de la chaleur.

Art. 13. Il est interdit d'allumer du feu à moins de 100 m des maisons, des bois, des bruyères, des vergers, des haies, du blé, de la paille, des meules et des lieux où le lin est mis à sécher. Aucun feu ni réchaud ne peut être allumé en dehors des abris de camping-caravaning qu'après que le terrain a été nettoyé, dans un rayon d'un mètre au moins, de toutes branches, brindilles, feuilles mortes, herbages, etc...

Dès leur allumage, les feux doivent être tenus sous surveillance constante.

Les feux de camp ne peuvent en aucun cas être allumés qu'avec l'autorisation expresse du chef de camp.

Après extinction, les foyers doivent être soigneusement recouverts de sable ou de terre, ou copieusement arrosés d'eau.

Art. 14. Les abris de camping-caravaning et leurs abords ainsi que les installations à usage collectif doivent être tenus dans un état de propreté absolue.

Art. 15. Il est interdit de jeter des détritres, ordures et déchets de toutes sortes ailleurs que dans les poubelles ou collecteurs placés à cet effet.

Art. 16. Il est interdit de creuser et de fouiller le sol. Des rigoles d'écoulement pour l'eau de pluie ne peuvent être aménagées qu'autour des tentes et pour autant qu'elles le soient suivant les indications du chef de camp.

Art. 17. Les eaux usées ne peuvent être déversées qu'aux endroits désignés à cet effet.

Art. 18. Tout dégât aux installations du terrain ainsi que tout accident doivent être signalés sans retard au chef de camp.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning.

Par l'Exécutif de la Communauté française, :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Annexe 2

### Permis de camping-caravaning

Le Collège des Bourgmestre et échevins,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning;

Vu la demande de permis de camping-caravaning en date du .....

(1) pour le terrain situé à ..... Rue ..... N° .....  
cadastré section ..... N° ..... d'une contenance de ..... ares  
et comprenant ..... emplacements pour abris de camping-caravaning, introduite par .....  
résidant à ..... Rue ..... N° .....  
et reçue complète à l'Administration communale le .....

(1) pour l'agrandissement du terrain de camping-caravaning, dénommé .....  
situé à ..... Rue ..... N° .....  
exploité par .....  
cadastré section ..... N° ..... d'une contenance de ..... ares  
et comprenant ..... emplacements pour abris de camping-caravaning, introduite par .....  
et reçue complète à l'Administration communale le .....

Vu l'avis du fonctionnaire-délégué en date du ..... libellé comme suit :  
.....

Vu l'avis du Commissaire au Tourisme en date du ..... libellé comme suit :  
.....

Décide :

M. ...., précité, est autorisé, aux conditions fixées par l'arrêté de l'Exécutif du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning et à celles mentionnées dans les avis précités du fonctionnaire-délégué et du Commissaire au Tourisme à utiliser comme terrain de camping-caravaning le terrain décrit ci-avant. (2)

A ..... le .....

Le Secrétaire communal,

Pour le Collège,

Le Bourgmestre,

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Une copie du présent permis est adressée par même courrier au fonctionnaire-délégué et au Commissaire au Tourisme.

Le présent permis remplace et annule le permis délivré précédemment pour le même terrain.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning.

Par l'Exécutif de la Communauté française, :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

## Annexe 2B

## Permis de camping-caravaning. — Refus

Le Collège des Bourgmestre et échevins,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning;

Vu la demande de permis de camping-caravaning en date du .....

(1) pour le terrain situé à ..... Rue ..... N° .....  
 cadastré section ..... N° ..... d'une contenance de ..... ares  
 et comprenant ..... emplacements pour abris de camping-caravaning, introduite par .....  
 résidant à ..... Rue ..... N° .....  
 et reçue complète à l'Administration communale le .....

(1) pour l'agrandissement du terrain de camping-caravaning, dénommé .....  
 situé à ..... Rue ..... N° .....  
 exploité par .....  
 cadastré section ..... N° ..... d'une contenance de ..... ares  
 et comprenant ..... emplacements pour abris de camping-caravaning, introduite par .....  
 et reçue complète à l'Administration communale le .....

Vu l'avis du fonctionnaire-délégué en date du ....., libellé comme suit :

Vu l'avis du Commissaire au Tourisme en date du ....., libellé comme suit :

Décide :

M. ...., précité, n'est autorisé à utiliser comme terrain de camping-caravaning le terrain décrit ci-avant. (2)

A ....., le .....

Pour le Collège,

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Une copie du présent refus de permis est adressée par même courrier au fonctionnaire-délégué et au Commissaire au Tourisme.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
 du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

## Annexe 3

## Permis de camping-caravaning destiné à une personne morale de droit public

Le Commissaire au Tourisme,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning;

Vu la demande de permis de camping-caravaning en date du .....

(1) pour le terrain situé à ..... Rue ..... N° .....  
 cadastré section ..... N° ..... d'une contenance de ..... ares  
 et comprenant ..... emplacements pour abris de camping-caravaning, introduite par .....  
 et reçue complète, le .....

(1) pour l'agrandissement du terrain de camping-caravaning, dénommé .....  
 situé à ..... Rue ..... N° .....  
 exploité par .....  
 cadastré section ..... N° ..... d'une contenance de ..... ares  
 et comprenant ..... emplacements pour abris de camping-caravaning, introduite par .....  
 et reçue complète, le .....

Vu l'avis du fonctionnaire-délégué en date du ....., libellé comme suit :

(2) Vu l'avis du Collège en date du ..... libellé comme suit :  
 .....

Décide :

M. .... (dénomination de la personne morale de droit public)  
 est autorisé, aux conditions fixées par l'arrêté de l'Exécutif  
 du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning et à celles mentionnées dans les avis précités du  
 fonctionnaire-délégué, à utiliser comme terrain de camping-caravaning le terrain décrit ci-avant. (3)

A ....., le .....

Le Commissaire au Tourisme,

- (1) Biffer la mention inutile.  
 (2) A compléter si la demande de permis n'émane pas de la commune.  
 (3) Une copie du présent permis est adressée par même courrier au fonctionnaire-délégué et, éventuellement  
 au Collège.

Le présent permis remplace et annule le permis délivré précédemment pour le même terrain.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au  
 camping-caravaning.

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
 Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
 du Tourisme et des Relations internationales,  
 J.-P. GRAFE

Annexe 3B

Permis de camping-caravaning destiné à une personne morale de droit public. — Refus

Le Commissaire au Tourisme,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning;  
 Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning;  
 Vu la demande de permis de camping-caravaning en date du .....

(1) pour le terrain situé à ..... Rue ..... N° .....  
 cadastré section ..... d'une contenance de ..... ares  
 et comprenant ..... emplacements pour abris de camping-caravaning, introduite par .....  
 et reçue complète, le .....

(1) pour l'agrandissement du terrain de camping-caravaning, dénommé .....  
 situé à ..... Rue ..... N° .....  
 exploité par .....  
 cadastré section ..... d'une contenance de ..... ares  
 et comprenant ..... emplacements pour abris de camping-caravaning, introduite par .....  
 et reçue complète, le .....

Vu l'avis du fonctionnaire-délégué en date du ..... libellé comme suit :  
 .....

(2) Vu l'avis du Commissaire au Tourisme en date du ..... libellé comme suit :  
 .....

Décide :

M. .... (dénomination de la personne morale de droit public) n'est pas autorisé(e) à utiliser comme terrain de  
 camping-caravaning le terrain décrit ci-avant. (3)

A ....., le .....

Le Commissaire au Tourisme,

- (1) Biffer la mention inutile.

(2) A compléter si la demande de permis n'émane pas de la commune.

(3) Une copie du présent refus de permis est adressée par même courrier au fonctionnaire-délégué, et  
 éventuellement, au Collège.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au  
 camping-caravaning.

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
 Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
 du Tourisme et des Relations internationales,  
 J.-P. GRAFE

## Annexe 4

## AVIS

## Demande de permis de camping-caravaning

M. ...., demeurant à .....  
fait connaître qu'il a introduit une demande de permis de camping-caravaning auprès du Collège des bourgmestre  
et échevins de la Commune de .....  
en vue d'utiliser le terrain sur lequel le présent avis est affiché comme terrain de camping-caravaning.

Ce terrain est destiné à comprendre ..... emplacements pour abris de camping-caravaning.

Les réclamations ou remarques contre ce projet sont à adresser, par écrit, au Collège des Bourgmestre et  
échevins avant le (1)

A ....., le .....

(Signature)

(1) A compléter par la date du 15e jour à compter de celle de l'avis de réception de la demande.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au  
camping-caravaning,

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

## Annexe 4B

## AVIS

## Demande de permis de camping-caravaning émanant d'une personne morale de droit public

M. .... (dénomination exacte)  
fait connaître qu'il (elle) a introduit une demande de permis de camping-caravaning auprès du Commissaire au  
Tourisme .....  
..... (adresse complète du Commissariat au Tourisme)  
en vue d'utiliser le terrain sur lequel le présent avis est affiché comme terrain de camping-caravaning. Ce terrain  
est destiné à comprendre ..... emplacements pour abris de camping-caravaning.

Les réclamations ou remarques contre ce projet sont à adresser, par écrit, au Commissaire au Tourisme  
avant le (1) .....

A ....., le .....

(Signature du responsable)

(1) A compléter par la date du 15e jour à compter de celle de l'avis de réception de la demande.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au  
camping-caravaning,

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

## Annexe 5

## AVIS

**Demande de permis de camping-caravaning  
pour l'agrandissement d'un terrain de camping-caravaning existant**

M. .... demeurant à .....  
fait connaître qu'il a introduit une demande de permis de camping-caravaning auprès du Collège des Bourgmestre  
et échevins de la Commune de ..... en vue d'agrandir  
le terrain de camping-caravaning sur lequel le présent avis est affiché.

L'agrandissement est destiné à comprendre ..... emplacements pour abris de camping-caravaning.

Les réclamations ou remarques contre ce projet sont à adresser, par écrit, au Collège des Bourgmestre et  
échevins avant le (1) .....

A ..... le .....  
A ..... le .....

(Signature)

(1) A compléter par la date du 15e jour à compter de l'avis de réception.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au  
camping-caravaning.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

## Annexe 5B

## AVIS

**Demande de permis de camping-caravaning émanant d'une personne morale de droit public  
pour l'agrandissement d'un terrain de camping-caravaning existant**

M. .... (dénomination exacte)  
fait connaître qu'il (elle) a introduit une demande de permis de camping-caravaning auprès du Commissaire au  
Tourisme ..... (adresse complète du Commissariat au Tourisme)  
en vue d'utiliser le terrain sur lequel le présent avis est affiché comme terrain de camping-caravaning. Ce terrain  
est destiné à comprendre ..... emplacements pour abris de camping-caravaning.

Les réclamations ou remarques contre ce projet sont à adresser, par écrit, au Commissaire au Tourisme  
avant le (1) .....

A ..... le .....

(Signature du responsable)

(1) A compléter par la date du 15e jour à compter de celle de l'avis de réception de la demande.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au  
camping-caravaning.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme  
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

## Annexe 8

Commune de .....

## AVIS

## Demande de permis de camping-caravaning

L'administration communale fait connaître qu'une demande de permis de camping-caravaning a été introduite par .....  
 Adresse : .....  
 aux fins d'utiliser comme terrain de camping-caravaning, comprenant ..... emplacements pour abris de camping-caravaning, le terrain situé à : .....  
 ..... Cadastre n° .....

Les réclamations ou remarques contre ce projet sont à adresser, par écrit, au Collège des Bourgmestre et échevins avant le (1) .....

A ....., le .....

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

(1) A compléter par la date du 15e jour à compter de celle de l'avis de réception de la demande.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning,

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
 Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
 du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

## Annexe 8B

Commune de .....

## AVIS

## Demande de permis de camping-caravaning émanant d'une personne morale de droit public

L'administration communale fait connaître qu'une demande de permis de camping-caravaning a été introduite par .....  
 Adresse : .....  
 aux fins d'utiliser comme terrain de camping-caravaning, comprenant ..... emplacements pour abris de camping-caravaning, le terrain situé à : .....  
 ..... Cadastre n° .....

Les réclamations ou remarques contre ce projet sont à adresser, par écrit, au Collège des Bourgmestre et échevins avant le (1) .....

.....  
 ..... (adresse complète du Commissariat au Tourisme)

A ....., le .....

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

(1) A compléter par la date du 15e jour à compter de celle de l'avis de réception de la demande.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning.

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
 Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
 du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Annexe 7

Commune de .....

AVIS

**Demande de permis de camping-caravaning pour l'agrandissement d'un terrain de camping-caravaning existant**

L'administration communale fait connaître qu'une demande de permis de camping-caravaning a été introduite par .....  
Adresse : .....  
en vue d'agrandir le terrain de camping-caravaning, dénommé .....  
situé à : .....

L'agrandissement comprend ..... emplacements pour abris de camping-caravaning.

Les réclamations ou remarques contre ce projet sont à adresser, par écrit, au Collège des Bourgmestre et échevins avant le (1) .....

A ....., le .....

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

(1) A compléter par la date du 15e jour à compter de celle de l'avis de réception de la demande.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning.

Par l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Annexe 7B

Commune de .....

AVIS

**Demande de permis de camping-caravaning émanant d'une personne morale de droit public pour l'agrandissement d'un terrain de camping-caravaning existant**

L'administration communale fait connaître qu'une demande de permis de camping-caravaning pour l'agrandissement d'un terrain de camping-caravaning existant a été introduite par .....  
en vue d'agrandir le terrain de camping-caravaning, dénommé .....  
situé à : .....

L'agrandissement comprend ..... emplacements pour abris de camping-caravaning.

Les réclamations ou remarques contre ce projet sont à adresser, par écrit, au Commissaire au Tourisme avant le (1) .....

..... (adresse complète du Commissariat au Tourisme)

A ....., le .....

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

(1) A compléter par la date du 15e jour à compter de celle de l'avis de réception de la demande.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning.

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

## Annexe 8

FICHE N° .....

Nom et adresse du terrain de camping-caravaning .....

Nom (1) : .....

Prénoms : .....

né à : .....

le .....

Domicile : .....

Nationalité : .....

Carte d'identité ou autre document d'identité (2) n° .....

Délivré(e) par .....

Date de l'arrivée : .....

Numéro d'immatriculation du véhicule (3) : .....

Membres de la famille : .....

1. Epouse - Nom de jeune fille (1) : .....

Prénoms : .....

2. Enfants célibataires : .....

Prénoms : .....

.....

.....

Signature du campeur-caravanier,

Date réelle du départ (4) : .....

- (1) En lettres majuscules.
- (2) Biffer la mention inutile.
- (3) L'exactitude de ce renseignement ne doit pas être vérifiée par l'exploitant ou son préposé.
- (4) Ce renseignement ne doit figurer que sur le double de la fiche.

A ne pas produire sur la fiche :

Cette fiche double est d'un papier résistant et a obligatoirement 12 cm de largeur et 20 cm de hauteur.

Les deux parties constituant la fiche double sont exactement superposées et fixées l'une à l'autre, du côté gauche, par un pointillé. Les renseignements qui doivent figurer sur la première partie de la fiche sont reproduits par décalque sur la seconde.

Les fiches doubles sont numérotées d'une manière continue et les deux parties portent le même numéro.

La fiche double peut être remplacée par un fichier informatisé, moyennant l'accord des autorités de police locale.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE



## Annexe 9

## Tableau et normes de classification des terrains de camping-caravaning.

Le tableau ci-dessous indique les équipements retenus pour la classification d'un terrain de camping-caravaning dans une des catégories supérieures à une étoile.

A chaque équipement, numéroté de 1 à 26, est attribué un point, ainsi que stipulé dans la colonne (3).

Le terrain de camping-caravaning totalisant le maximum des points est classé dans la catégorie 5 étoiles.

Le terrain de camping-caravaning totalisant au minimum 24 points est classé dans la catégorie 4 étoiles.

Le terrain de camping-caravaning totalisant au minimum 19 points est classé dans la catégorie 3 étoiles.

Le terrain de camping-caravaning totalisant au minimum 13 points est classé dans la catégorie 2 étoiles.

Dans la colonne (2),

— X signifie que les équipements mentionnés à la colonne (1) doivent exister;

— 100 % signifie que tous les emplacements de camping-caravaning doivent être dotés des équipements mentionnés à la colonne (1);

— Un chiffre indique le nombre d'équipements prévus à la colonne (1) dont le terrain doit être doté.

(1)	(2)	(3) points
<b>A. ALIMENTATION EN EAU POTABLE :</b>		
1. Emplacements raccordés à une prise d'eau potable individuelle.	100 %	1
<b>B. ELECTRICITE :</b>		
2. Eclairage de l'ensemble des voies de circulation intérieure.	X	1
3. Emplacements raccordés à une prise de courant individuelle.	100 %	1
<b>C. SURVEILLANCE DU TERRAIN PENDANT LA PERIODE D'OUVERTURE DU TERRAIN :</b>		
4. Surveillance permanente	X	1
La surveillance du terrain peut être assurée soit par le titulaire du permis de camping-caravaning, soit par une personne désignée par lui.		
<b>D. EQUIPEMENTS SANITAIRES :</b>		
5. Sol carrelé et murs revêtus de faïences de bas en haut.	X	1
6. Possibilité de chauffage.	X	1
7. Par groupe ou fraction de groupe de 100 emplacements, douches supplémentaires, à eau courante chaude et froide, en cabine séparée avec coin de déshabillage.	4	1
8. Tous les lavabos à eau courante chaude et froide.	X	1
9. Dans la (ou les) section(s) réservée(s) aux dames : tous les lavabos en cabine isolée.	X	1
10. Par terrain de camping-caravaning : une cellule comprenant un W.C. + un lavabo à eau courante chaude et froide + une douche (ou une baignoire) à eau courante chaude et froide adaptée aux personnes à mobilité réduite.	X	1
11. Par groupe ou fraction de groupe de 150 emplacements, bacs à laver le linge à eau courante chaude et froide.	2	1
12. Par groupe ou fraction de groupe de 150 emplacements : bacs à laver la vaisselle à eau courante chaude et froide.	2	1
<b>E. EQUIPEMENTS DE SERVICE :</b>		
13. Local destiné à l'accueil.	X	1
14. Local communautaire sans obligation de consommer.	X	1
15. Possibilité d'achat sur la superficie du terrain de camping-caravaning de denrées alimentaires de première nécessité.	X	1
16. Magasin d'alimentation et d'articles de camping-caravaning sur le terrain de camping-caravaning ou à proximité immédiate.	X	1
17. Restaurant ou plats préparés.	X	1
18. Local réservé à usage d'infirmerie.	X	1
19. Buanderie équipée d'un lave-linge avec séchoir et d'un coin à repasser.	X	1
20. Cabine téléphonique publique.	X	1
<b>F. EQUIPEMENTS RECREATIFS ET AUTRES :</b>		
21. Au moins 10 % de la superficie totale du terrain doit être équipée de jeux pour enfants et aménagée avec les équipements adéquats en vue de la pratique sportive ou récréative pour adolescents et adultes.	X	1
22. Le terrain doit être doté d'au moins deux équipements ou possibilités ci-dessous : bowling, sauna, solarium, fitnessroom, manège, sports nautiques, possibilité de pêche.	X	1
23. Présence d'une équipe d'animation pendant les mois de juillet et août.	X	1
<b>G. EMBLEMES POUR MOTORHOMES :</b>		
24. Par groupe ou fraction de groupe de 100 emplacements : emplacements de parking macadamisé délimité et situé à proximité de l'entrée principale permettant le parage de motorhomes.	2	1

(1)	(2)	(3)
<b>H. EMPLACEMENTS RESERVES AUX TOURISTES DE PASSAGE :</b>		points
25. Au moins 20 % du nombre total des emplacements.	X	1
<b>I. INFORMATION TOURISTIQUE :</b>		
28. Présence d'information touristique.	X	1

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning.

Par l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme  
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Annexe 10

MODELE DE L'ECUSSON DELIVRE AU TITULAIRE D'UN PERMIS



Légende : Dimension 490 mm x 320 mm  
Couleur lettrage : noir  
Couleur tente : extérieure : bleu  
intérieur : noir  
Couleur du champ des étoiles : vert  
Selon la classification du terrain de camping-caravaning dans la catégorie 1, 2, 3, 4 ou 5 étoiles, le champ est complété par 1, 2, 3, 4 ou 5 étoiles de couleur blanche.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning.

Par l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme  
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

N. 91 — 2605

[C — 29505]

4 SEPTEMBER 1991

**Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de camping-caravaning**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 betreffende de uitbatingvoorwaarden van de kampeer- en caravaningsterreinen;

Gezien het advies van het « Etablissement », voorzien door het samenwerkingsakkoord betreffende de gezamenlijke uitvoering van bevoegdheden door de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, getekend te Namur op 17 november 1990 en goedgekeurd door het decreet van 4 maart 1991, gegeven op 2 juli 1991;

Gelet op de adviezen van de « Conseil Supérieur du Tourisme » (Hoge Raad voor het Toerisme) gegeven op 17 december 1990 en 22 april 1991;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 29 mei 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 8 juli 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voorstel van de Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport, van Toerisme en van Internationale Petrekkingen;

Gezien de beraadslaging van de Executieve van 4 september 1991;

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Definities**

Artikel 1. Voor de toepassing van onderhavig besluit wordt verstaan onder :

- de Executieve : de Executieve van de Franse Gemeenschap;
- de Minister : het Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap dat het Toerisme onder zijn bevoegdheid heeft;
- de publiekrechtelijke rechtspersonen : de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de Provincies, de Gemeenten, de Intercommunales of Verenigingen van Gemeenten;
- het College : het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente op het grondgebied van dewelke het terrein zich bevindt;
- de gemachtigde ambtenaar (« fonctionnaire-délégué ») : de ambtenaar gemachtigd door de Minister die Urbanisme en Ruimtelijke Ordening onder zijn bevoegdheid heeft;
- het Technisch Comité : het Technisch Comité van de openlucht-hotelnijverheid opgericht door het decreet van 5 december 1988 houdende oprichting van de Hoge Raad van het Toerisme (« Conseil Supérieur du Tourisme »);
- de betrokkene : de aanvrager van de camping-caravaningvergunning;
- de houder : de houder van de camping-caravaningvergunning;
- de toeristen op doorgang : de kampeers- caravanreizigers waarvan de aanwezigheid op het terrein de twee maanden per jaar niet overschrijdt en die slechts tenten, tourcaravans, motorhomes of eender welk ander anaaloog mobiel verblijf gebruikt als camping-caravaningverblijf met uitzondering van caravans van het residentieel type;
- de vergunning : de camping-caravaningvergunning;
- het terrein : het camping-caravaningsterrein;
- het Decreet : het decreet van 4 maart 1991 betreffende de uitbatingvoorwaarden van de kampeer- en caravaningsterreinen;
- tourcaravan : iedere caravan die op de openbare weg kan getrokken worden zonder voorafgaandelijke bijzondere toelating;
- residentieel caravan : iedere caravan die niet op de openbare weg kan getrokken worden zonder bijzondere voorafgaandelijke toelating maar die nochtans gemakkelijk kan verplaatst worden gezien de verwijdering ervan geen enkele demontage of afbraak noodzakelijk maakt.

**HOOFDSTUK II. — Uitbatingvoorwaarden voor het terrein**

Art. 2. Ieder terrein dient te voldoen aan de voorwaarden voorzien door de artikelen 3 tot 7.

Art. 3. Teneinde te voldoen aan de gezondheidsvoorwaarden, dient het terrein te voldoen aan de volgende voorwaarden:

- 1° het terrein dient gelegen te zijn in een gezonde omgeving;
- 2° het terrein dient door middel van afscheidingsstroken, waarvan de omvang bepaald wordt door het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar, afgescheiden te zijn van de bestaande bebouwde kom, alsook van de rand van bossen die al dan niet onderworpen zijn aan het bosregime en van de grens van domaniale of door de terzake bevoegde Minister erkende natuurreservaten;
- 3° indien het terrein langs een waterweg gelegen is, dient er een installatievrije zone te bestaan van ten minste acht meter breedte, te rekenen vanaf de normale oever van de waterweg.  
De breedte van deze zone kan nochtans gebracht worden op vijftien meter indien, volgens het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar, de plaatselijke omstandigheden een dergelijke verbreding rechtvaardigen;
- 4° de perfecte afwatering van de oppervlaktewateren dient op een natuurlijke of kunstmatige manier verzekerd te worden;
- 5° behalve in geval van natuurlijke begrenzing moet het terrein met een dichte rij gewassen, harmoniërend met het landschap, omgeven zijn.

Deze dichte rij gewassen dient het zicht van het terrein voldoende te verbergen.

Art. 4. Teneinde te beantwoorden aan de voorwaarden van uitrusting van het terrein dient het terrein uitgerust te worden met:

- 1° een drinkwatervoorziening.  
Deze voorziening dient derwijze opgevat te worden dat het verdeelde water niet kan bezoedeld worden; zij dient een minimaal dagelijks debiet van honderd liter per plaats te verzekeren en, per groep of groepsdeelte van vijftiengint plaatsen, ten minste één wateraftappunt tellen in hard materiaal dat ook de waterafvoer toelaat.

Het gebruik van niet-drinkbaar water is slechts toegelaten voor de werking van de douche- en toiletinstallaties en dient op zeer duidelijke manier aangegeven te worden;

2° een voorziening voor de elektrische verlichting van de installaties voor gemeenschappelijk gebruik met daarenboven een stopkontakt geïnstalleerd in de sanitaire gebouwen per groep of groepsdeelte van tien plaatsen;

3° een telefoon toegankelijk voor de kampeers-caravanreizigers overdag en 's nachts, indien het terrein honderd plaatsen telt of meer;

4° een parking gelegen bij de hoofdingang van het terrein die het parkeren toelaat van een aantal wagens dat ten minste overeenstemt met één twintigste van het totaal aantal plaatsen.

Art. 5. Ten einde aan de voorwaarden van hygiëne te beantwoorden, dient het terrein uitgerust te worden met:

1° een gesloten en overdekt gebouw, speciaal ontworpen voor de kampeers-caravanreizigers, waarin de sanitaire installaties ondergebracht zijn met afzonderlijke afdelingen en toegangen voor heren en voor dames.

Deze sanitaire installaties dienen ten minste te bestaan uit:

a) een W.C. met waterspoeling en een wastafel met spiegel en tablet, per groep of groepsdeelte van tien plaatsen;

b) een urinoir met waterspoeling per groep of groepsdeelte van veertig plaatsen;

c) een douche met warm en koud stromend water per groep of groepsdeelte van vijftig plaatsen.

Voor de toepassing van de punten a en c voorzien in de voorgaande alinea wordt het minimaal aantal W.C.'s, lavabo's en douches gebracht op twee indien het aantal plaatsen respectievelijk tien en vijftig niet overschrijdt.

Het aantal sanitaire installaties dat voorbehouden is aan heren en aan dames zal op een billijke manier verdeeld worden.

Er wordt geen rekening gehouden met de individuele sanitaire uitrustingen.

d) een afloop voor chemische W.C.'s per sanitair gebouw;

2° een vuilniscollector bestaande uit hetzij vuilnisbakken met deksel, hetzij vuilniszakken in plastic, hetzij afgesloten containers en die ten allen tijde operationeel is;

3° een middel voor de afvoer van de vuilnis;

4° een afvoermiddel voor het afvalwater dat conform is aan de door de terzake bevoegde Overheden uitgevaardigde reglementen.

Art. 6. Ten einde aan de veiligheidsvoorwaarden te beantwoorden dient het terrein voorzien te worden van:

1° ten minste een brandweerpost per groep of groepsdeelte van honderd plaatsen verspreid over het terrein in een perimeter van elke groep of elk groepsdeelte van honderd plaatsen.

Iedere brandweerpost dient uitgerust te worden met minstens twee draagbare blusapparaten met universeel poeder type ABC met een minimale inhoud van negen kilogram of drie blusapparaten met universeel poeder type ABC met een minimale inhoud van zes kilogram.

De blusapparaten dienen te beantwoorden aan de Belgische normen.

Het kenteken « BENOR » is een bewijs van deze conformiteit.

De draagbare blusapparaten dienen elk jaar door een erkende firma nagezien te worden.

Het brandweermaterieel dient ondergebracht te worden in een vaste kast die gemakkelijk kan geopend worden.

De brandweerposten moeten voorzien zijn van de vermelding « poste d'incendie » in letters van ten minste acht centimeter hoogte in rode kleur op witte grond.

Aanwijzingsborden met de vermelding « poste d'incendie » in letters van ten minste acht centimeter hoogte, in rode kleur op witte achtergrond, dienen op verschillende plaatsen van het terrein aangebracht te worden om de snelste toegangsweg aan te duiden.

De vermelding « poste d'incendie » mag vervangen worden door goed zichtbare pictogrammen.

2° een verbandkast, gemakkelijk bereikbaar en beantwoordend aan de het Algemeen Reglement op de Bescherming van de Arbeid;

3° een aansluiting op de openbare weg door een berijdbare rijweg die toegankelijk is voor de voertuigen uitgerust met brandbestrijdingsapparaten;

4° berijdbare binnenrijwegen van minstens drie meter breedte die ten allen tijde bruikbaar zijn;

5° een Reglement van Inwendige Orde met de minimumvereisten die voorkomen in onderhavig besluit en die betrekking hebben op de verplichtingen van de kampeers-caravanreizigers en ook het volgende :

— het verbod voertuigen te parkeren op de toegangswegen en op de binnenwegen;

— de verplichting de publieke moraliteit, rust en welvoegelijkheid in acht te nemen alsook de stilte 's nachts;

— de voorwaarden in verband met de verkoop en aankoop van goederen binnen het terrein;

— de minimale brandveiligheidsvoorwaarden;

— de minimale hygiënische voorwaarden.

Dit Reglement, waarvan een model opgenomen is in Bijlage 1 van onderhavig Besluit, dient goed zichtbaar aan de hoofdingang van het terrein uitgehangen te worden.

Art. 7. De plaatsen en de kampeer- en caravaningverblijven dienen aan volgende voorwaarden te beantwoorden:

1° de plaatsen voorbehouden voor de tenten zullen een minimumoppervlakte hebben van 50 m<sup>2</sup>;

2° de plaatsen voorbehouden voor de caravans alsook de motorhomes of andere gelijkaardige verblijven, waarvan de buitenafmetingen niet hoger zijn dan 2,50 meter breedte en 8 meter lengte, trekhaak inbegrepen, zullen een minimumoppervlakte hebben van 80 m<sup>2</sup>;

3° de plaatsen voorbehouden voor de residentiële caravans of andere gelijkaardige verblijven en voor de kampeer- en caravaningverblijven vermeld in artikel 1, 2°, alinea 2 van het Decreet, waarvan de oppervlakte op de grond ingenomen, voortent en voorbouw in zeildoek inbegrepen, 30 m<sup>2</sup> niet overschrijdt, zullen een minimumoppervlakte hebben van 100 m<sup>2</sup>;

4° de plaatsen voorbehouden voor de residentiële caravans of andere gelijkaardige verblijven en voor de kampeer- en caravaningverblijven vermeld in artikel 1, 2°, alinea 2 van het decreet waarvan de oppervlakte op de grond ingenomen, voortent en voorbouw in zeildoek inbegrepen, 30 m<sup>2</sup> overschrijdt met een maximum van 40 m<sup>2</sup>, zullen een minimumoppervlakte hebben van 120 m<sup>2</sup>;

5° met uitzondering van de kampeer- en caravaningverblijven vermeld in artikel één, 2°, alinea 2 van het decreet, dienen alle hiervoor vermelde kampeer- en caravaningverblijven door bouw en bestemming een permanent karakter van verplaatsbaarheid bewaren;

6° Verboden zijn alle vaste of demonteerbare bijgebouwen van alle kampeer- en caravaningverblijven, zoals terrassen, windschermen, bovenbouwen, loggia's, leuningen of alle andere constructies, met uitzondering nochtans van luifels of uitsteken in zeildoek en van tuinhuisjes (« abris de rangement ») die uitsluitend voor opberging voorbehouden zijn, onafhankelijk van de kampeer- en caravaningverblijven en beschreven zoals hieronder volgt:

— één enkel model van tuinhuisje wordt toegelaten per terrein en één enkel tuinhuisje wordt per plaats toegelaten; het gebruik ervan is uitsluitend bestemd voor de opberging en het zal in een perfecte staat van onderhoud bewaard worden;

— het tuinhuisje moet kunnen bezocht worden op eenvoudig mondeling verzoek van de door de Executieve aangewezen agenten en ambtenaren overeenkomstig artikel 8 van het decreet;

— de oppervlakte, op de grond geprojecteerd, uitsteken van het dak inbegrepen, zal maximum 4 m<sup>2</sup> bedragen, zijn hoogte 2,25 meter maximum;

— de houder zal kiezen: hetzij een model in donker gekleurd hout, zonder enige verf zodat de natuurlijke textuur van het hout zichtbaar blijft en bedekt met een dak in sombere kleur, hetzij een model met metalen éénkleurige wanden geverfd in wit, grijs, donkerbruin of donkergroen, alle andere kleuren verboden zijnde, terwijl het dak van de metalen tuinhuisjes in dezelfde kleur dient te zijn als de wanden of in een donkerder kleur;

— de wanden zullen vertikaal zijn en niet voorzien van enige andere opening dan de toegangsdeur. De materialen die de wanden uitmaken dienen uitsluitend in hout of metaal te zijn volgens het gekozen model van tuinhuisje;

— het dak zal twee zijden hebben met dezelfde helling die dient begrepen te zijn tussen 15 graden en 35 graden en de uitsteken zijn beperkt tot wat strikt noodzakelijk is voor de bescherming van de wanden; de eventuele smalle kantplanken zullen recht zijn en er mogen geen versieringen op aangebracht worden, bijgevoegde goten en afvoerbuizen voor het regenwater zijn verboden; de materialen voor de daken zijn hetzij metaal indien het gaat om metalen tuinhuisjes, hetzij hout of dakspanen met uitsluiting van gebitumeerd karton en golfplastic, voor de tuinhuisjes in hout;

— de bevestiging in de grond mag in geen geval zichtbaar zijn op een hoogte van meer dan 10 centimeter.

In geen geval mag het tuinhuisje door om het even welk middel verhoogd worden; in geval van een hellend terrein, zal het tuinhuisje gedeeltelijk ingegraven dienen te worden in de grond en niet verhoogd om het hellingsverschil goed te maken.

Voor wat de inplanting betreft, zal gewaakt worden voor een harmonieuze schikking van de plaats.

In geval van oprichting of van uitbreiding van terreinen zullen ze in alle geval geplaatst worden op de grens van de achterkant van de plaats, hetzij in de verlenging van de caraven waarmee ze in verbinding staan, hetzij in een van de achterhoeken van het perceel, terwijl de hoeken van het daknok georiënteerd worden in functie van het grondreliëf.

Aan de tuinhuisjes mogen geen aanbouwsels toegevoegd worden zoals hokken of nissen voor gasflessen.

De tuinhuisjes mogen niet dienen voor het plaatsen van antennes en mogen niet aangesloten worden op de waterleiding noch uitgerust worden met eender welk verwarmingssysteem noch met enige andere installatie.

Het identifikatienummer van de plaats zal aangebracht worden op het tuinhuisje.

7° op iedere plaats mag slechts één enkel kampeer- en caravanverblijf geplaatst worden zoals voorzien in artikel één, 1° en 2° van het decreet. De houder mag nochtans de installatie toelaten van een bijkomende tent op éénzelfde plaats op voorwaarde dat deze betrokken wordt door leden van de familie van de persoon die de plaats heeft gehuurd en uitsluitend op plaatsen voorbehouden voor toeristen op doorgang;

8° de minimumafstand op de grond gemeten tussen de kampeer- en caravaningverblijven die op verschillende plaatsen opgesteld worden, is 4 meter;

9° op eenzelfde terrein dienen de kampeer- en caravaningverblijven voorzien in artikel één, 1°, van het Decreet en deze vermeld in artikel één, 2°, alinea 2 van het decreet gegroepeerd te worden in duidelijk afgescheiden zones en het aantal van de kampeer- en caravaningverblijven vermeld in artikel 1, 2°, alinea 2 voormeld mag niet hoger zijn dan 20 % van het totale aantal plaatsen van het terrein;

10° op het terrein dienen alle plaatsen voor kampeer- en caravaningverblijven materieel afgebakend te worden en duidelijk individueel gemerkt te worden met behulp van een doorlopende nummering;

ze mogen alleen met uniforme afsluitingen afgescheiden zijn;

11° ieder kampeer- en caravaningverblijf moet ten minste door een afstand van 20 meter gescheiden zijn van eender welk woonhuis dat reeds bestond vóór de oprichting van het terrein of vóór zijn uitbreiding;

12° het aantal plaatsen voor kampeer- en caravanverblijven voorzien op het terrein mag niet hoger zijn dan 100 per hectare bruto-oppervlakte;

13° ten minste tien per honderd van het totale aantal plaatsen voor kampeer- en caravaningverblijven dient voorbehouden te worden voor toeristen op doorgang.

De Minister kan nochtans, na het advies te hebben ingewonnen van het Technisch Comité, afwijkingen toestaan voor wat betreft het percentage van de plaatsen voor te behouden voor de toeristen op doorgang.

Deze afwijkingen kunnen slechts toegekend worden rekening houdend met de geografische ligging of de bijzondere beheersvorm van het terrein.

### HOOFDSTUK III — Toekening, weigering, opschorting en intrekking van de vergunning

*Afdeling I. — Vergunningsaanvraag uitgaande van een natuurlijk persoon of van een privaatrechtelijk rechtspersoon*

**Art. 8.** De vergunningsaanvraag wordt op het Gemeentebestuur afgegeven; indien de aanvraag volledig is, wordt terstond een ontvangstbewijs afgeleverd.

De aanvraag mag eveneens als ter post aangetekende zending verzonden worden.

Binnen de vijf dagen na de ontvangst van deze zending, verstuurt het Gemeentebestuur aan de betrokkene een ontvangstbewijs per ter post aangetekende zending of brengt hem, onder dezelfde voorwaarden, ter kennis dat zijn aanvraag onvolledig is.

**Art. 9.** Volledigheidshalve dienen bij de vergunningsaanvraag de volgende bescheiden, in drievoud, gevoegd te worden:

1° een urbanisatiecertificaat (« certificat d'urbanisme ») of een voor eensluidend verklaard afschrift van de bouwvergunning afgeleverd door de bevoegde overheid, indien deze noodzakelijk is voor de uitvoering van de voorziene gebouwen en, indien van toepassing, een afschrift van de beslissing van de Waalse Gewestexecutieve

houdende goedkeuring in het Waalse gewest van het uitrustingsdirectieplan (« plan directeur d'aménagement ») overeenkomstig de voorschriften van Titel éénbis van het Waais Wetboek (« Code wallon ») betreffende de Ruimtelijke Ordening en het Urbanisme;

2° een uittreksel van het kadastraal plan met aanduiding van het terrein waarvoor de vergunning aangevraagd wordt en van alle percelen gelegen binnen een straal van tweehonderd meter;

3° een situatieplan waarop de ligging van het terrein ten opzichte van oriënteringspunten kan bepaald worden;

4° een plattegrond op schaal met beschrijving van de aard van de grond, met aanduiding van de verschillende types van verblijven en gerieflijkheden, de gemeenschappelijke installaties, de parkeerterreinen, de groene zones, de bepantingen en het tracé van het wegennet;

5° een inlichtingendossier met alle gegevens betreffende :

a) de aard van de drinkwatervoorziening, het beschikbaar dagelijks debiet en de verdeling van de tapkranen;

b) de aard en het aantal sanitaire apparaten;

c) de wijze van afvoer van het afvalwater en van het opruimen van de vuilnis;

d) de uitrusting van de brandweer- en hulpdiensten en hun verdeling over het terrein;

6° een afschrift van een verzekeringspolis tot dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid van de aanvrager voor alle schade aan derden berokkend door hemzelf of zijn aangestelden;

7° een bewijs van goed zedelijk gedrag bestemd voor een openbaar bestuur en uitgereikt sinds minder dan drie maanden op naam van de persoon belast met het dagelijks beheer en op naam van betrokkene. Indien deze laatste een privaatrechtelijk rechtspersoon is dient het bewijs afgeleverd te worden op naam van de voorzitter van de raad van bestuur, op naam van de afgevaardigde-bestuurder of van de bestuurder-directeur, en op naam van de persoon belast met het dagelijks beheer van het terrein;

Indien deze personen :

— onderdaan zijn van één der lid-Staten of geassocieerde Staten van de Europese Economische Gemeenschap;

— onderdaan zijn van één van de lid-Staten van de Raad van Europa die het Europees vestigingsverdrag hebben bekrachtigd;

— staatslozen zijn die bestendig in België verblijven;

— onderdanen zijn van een Staat die aan Belgen een gelijkaardige wederkerigheid toekent en die bestendig in België verblijven,

dan mag het bewijs van goed zedelijk gedrag vervangen worden door eender welk document uitgereikt door een bevoegde overheid, waaruit blijkt dat aan de eisen vervat in artikel 6, 2° van het decreet voldaan is.

8° indien betrokkene een privaatrechtelijk rechtspersoon is, een afschrift van de stichtingsakte van de vennootschap en van de eventuele wijzigingen zoals gepubliceerd in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*.

Er dient gebruik gemaakt te worden van de formulieren die door het gemeentebestuur verstrekt worden.

Art. 10. Het college beslist over de vergunningsaanvraag, na eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar en van de Commissaris voor Toerisme, en stelt de betrokkene in kennis van de beslissing binnen vijftien dagen na de datum van het bewijs van ontvangst.

De beslissing van toekenning of weigering van de vergunning wordt betekend aan betrokkene per bij ter post aangetekend schrijven.

De beslissing tot weigering wordt gemotiveerd.

Een afschrift van de beslissing van het college, met toekenning of weigering van de vergunning wordt op de dag van de betekening verzonden aan de gemachtigde ambtenaar en aan de Commissaris voor Toerisme.

Ontstentenis van beslissing betekend aan betrokkene binnen de termijn voorzien in het eerste lid opent het recht op beroep voorzien in artikel 12 van onderhavig besluit.

Indien de vergunning door het college werd afgeleverd in tegenspraak met, of in afwezigheid van het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar of van de Commissaris voor Toerisme kan de Commissaris voor Toerisme de vergunning opschorten en, in dit geval, betekent hij deze beslissing aan het college, aan betrokkene en aan de gemachtigde ambtenaar, binnen de vijftien dagen na de ontvangst van het afschrift van de vergunning.

De vergunning wordt opgemaakt volgens het model voorzien in bijlage 2. Ze moet de bepalingen van de eensluidende adviezen gegeven door de gemachtigde ambtenaar en de Commissaris voor Toerisme weergeven. De weigering van toekenning van de vergunning wordt opgemaakt volgens het model voorzien in bijlage 2b.

Art. 11. Het college schort iedere vergunning op of trekt ze in op aanvraag van de Commissaris voor Toerisme indien aan één van de voorwaarden waaraan haar toekenning werd onderworpen niet of niet meer is voldaan of wanneer één van de verplichtingen opgelegd aan de houder van de vergunning door onderhavig besluit, niet of niet meer nageleefd wordt.

De beslissing tot opschorting of intrekking van de vergunning wordt aan betrokkene of aan de houder betekend per bij ter post aangetekende brief Zij dient gemotiveerd te worden.

Een afschrift van de beslissing van het college in verband met de opschorting of intrekking van de vergunning wordt de dag zelf van de betekening gezonden aan de gemachtigde ambtenaar en aan de Commissaris voor Toerisme.

Art. 12. In geval van weigering, opschorting of intrekking van de vergunning kan betrokkene of de houder, binnen de dertig dagen na de ontvangst van de betekening die hem gedaan wordt, een gemotiveerd beroep indienen, per bij ter post aangetekend schrijven, bij de Bestendige Deputatie van de Provincieraad.

In het geval voorzien in artikel 10, 5e alinea, begint de termijn voor het indienen van het beroep te lopen bij het verstrijken van de termijn voorzien voor de betekening van de beslissing.

Een afschrift van het beroep wordt door de Bestendige Deputatie verzonden aan het college, aan de gemachtigde ambtenaar en aan de Commissaris voor Toerisme binnen de tien dagen na ontvangst.

De betrokkene of de houder of hun raadsleden, het college of zijn afgevaardigde en de Commissaris voor Toerisme worden, op hun vraag, gehoord door de Bestendige Deputatie. De Bestendige Deputatie kan, indien ze dit wenst, de gemachtigde ambtenaar horen.

Indien één van de partijen verzoekt om gehoord te worden, worden de andere partijen uitgenodigd om te verschijnen.

De beslissing van de Bestendige Deputatie wordt betekend, per bij ter post aangetekend schrijven, aan betrokkene of aan de houder, aan het college, aan de gemachtigde ambtenaar en aan de Commissaris voor Toerisme binnen de zestig dagen te rekenen vanaf de datum van het ter post bezorgen van de ter post aangetekende zending houdende beroep. Zij is gemotiveerd.

Wanneer de partijen gehoord worden, wordt de termijn met vijftien dagen verlengd.

**Art. 13. § 1.** Het college of de Commissaris voor Toerisme kunnen, binnen de dertig dagen na ontvangst van de beslissing van de Bestendige Deputatie houdende toekenning of handhaving van de vergunning, een gemotiveerd beroep indienen, per bij ter post aangetekend schrijven, bij de Minister.

Een afschrift van het beroep wordt door de Minister verzonden aan betrokkene of aan de houder en eveneens aan de Bestendige Deputatie, aan het College, desgevallend aan de Commissaris voor Toerisme en aan de gemachtigde ambtenaar, binnen de tien dagen na ontvangst.

§ 2. De betrokkene of de houder kan, binnen de dertig dagen na ontvangst van de beslissing van de Bestendige Deputatie houdende weigering, opschorting of intrekking van de vergunning, of bij afwezigheid van deze beslissing bij het verstrijken van de termijn binnen dewelke deze moest plaatsvinden, een gemotiveerd beroep indienen, per bij ter post aangetekend schrijven, bij de Minister.

Een afschrift van het beroep wordt door de Minister verzonden aan het college, aan de Bestendige Deputatie, aan de gemachtigde ambtenaar en aan de Commissaris voor Toerisme binnen de tien dagen na ontvangst.

§ 3. De betrokkene of de houder van hun raadsliden, het college of zijn afgevaardigde, de Bestendige Deputatie en de Commissaris voor Toerisme worden, op hun aanvraag, gehoord door de Minister of zijn afgevaardigde. De Minister kan, indien hij dit wenst, de gemachtigde ambtenaar horen.

Wanneer een partij vraagt gehoord te worden, worden de andere partijen uitgenodigd te verschijnen.

**Art. 14.** Het beroep alsook de termijn om dit in te dienen zijn opschortend, behalve voor de nieuwe terreinen of voor de uitbreidingen van bestaande terreinen voor dewelke een vergunning reeds toegekend werd.

**Art. 15.** De Minister beslist over het beroep na het advies te hebben ingewonnen van het Technisch Comité. Het Technisch Comité moet zijn advies uitbrengen binnen de dertig dagen na het verzoek dat hem gedaan wordt.

Wanneer deze termijn verstreken is, wordt het advies geacht gegeven te zijn.

De beslissing van de Minister wordt betekend, per bij ter post aangetekend schrijven, aan betrokkene of aan de houder, aan het college, aan de Bestendige Deputatie, aan de gemachtigde ambtenaar en aan de Commissaris voor Toerisme, binnen een periode van zestig dagen, te rekenen vanaf de datum van het ter post bezorgen van de bij ter post aangetekende brief houdende beroep. Zij is gemotiveerd.

Wanneer de partijen gehoord worden, wordt de termijn met vijftien dagen verlengd.

Bij ontstentenis van beslissing, betekend binnen de termijn, kan betrokkene of de houder, per bij ter post aangetekend schrijven, een herinneringsbrief sturen aan de Minister.

Een afschrift van de herinneringsbrief wordt door de Minister gezonden aan het college, aan de Bestendige Deputatie, aan de gemachtigde ambtenaar en aan de Commissaris voor Toerisme, binnen de tien dagen na de ontvangst van de herinneringsbrief.

Indien, na het verstrijken van een nieuwe termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van het ter post bezorgen van de bij ter post aangetekende herinneringsbrief betrokkene of de houder geen betekening van de beslissing bekomen heeft, wordt de vergunning geacht toegekend of gehandhaafd te zijn.

De houder van een geacht toegekende of geacht gehandhaafde vergunning is onderworpen aan dezelfde regels als deze die van toepassing zijn op de houder van een vergunning.

#### *Afdeling 2 — Vergunningsaanvraag uitgaande van een publiekrechtelijk rechtspersoon*

**Art. 16.** Wanneer de aanvraag om een vergunning uitgaat van een publiekrechtelijk rechtspersoon dient zij gericht te worden, bij ter post aangetekend schrijven, aan de Commissaris voor Toerisme.

Zij is vergezeld van dezelfde dokumenten als deze opgenoemd in artikel 9, 1<sup>o</sup> tot 6<sup>o</sup> van onderhavig besluit en van een bewijs van goed zedelijk gedrag uitgereikt sinds minder dan drie maanden en bestemd voor een openbaar bestuur, op naam van de persoon belast met het dagelijks bestuur.

Er dient gebruik gemaakt te worden van de formulieren verstrekt door de Commissaris voor Toerisme.

**Art. 17.** Binnen de tien dagen na ontvangst van de vergunningsaanvraag zendt de Commissaris voor Toerisme aan betrokkene, per bij ter post aangetekend schrijven, een ontvangstbewijs of laat binnen dezelfde termijn weten dat de betreffende vergunningsaanvraag onvolledig is.

Een afschrift van het ontvangstbewijs wordt dezelfde dag per bij ter post aangetekend schrijven verzonden aan het college wanneer de aanvraag niet uitgaat van het betreffende college.

**Art. 18.** De Commissaris voor Toerisme beslist over de vergunningsaanvraag rekening houdend met het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar en na advies van het college indien de aanvraag niet uitgaat van het betreffende college en betekent zijn beslissing aan betrokkene binnen een termijn van vijfenzeventig dagen, te rekenen vanaf de datum van het ontvangstbewijs.

De beslissing tot toekenning of weigering van de vergunning wordt aan betrokkene betekend bij ter post aangetekend schrijven.

De beslissing tot weigering is gemotiveerd.

Een afschrift van de beslissing van de Commissaris voor Toerisme houdende toekenning of weigering van de vergunning wordt dezelfde dag van de betekening verzonden aan de afgevaardigde ambtenaar en aan het college wanneer de aanvraag niet uitgaat van het betreffende college.

Ontstentenis van de beslissing betekend aan betrokkene binnen de termijn voorzien in de eerste alinea opent het recht op beroep voorzien in artikel 20 van onderhavig besluit.

De vergunning wordt opgemaakt volgens het model voorzien in bijlage 3.

Ze moet de bepalingen van het eensluidend advies gegeven door de afgevaardigde ambtenaar en van het advies gegeven door het college, indien de aanvraag niet uitgaat van het betreffende college, weergeven.

De weigering tot toekenning van de vergunning wordt opgemaakt volgens het model voorzien in bijlage 3b.

**Art. 19.** De Commissaris voor Toerisme kan de door hem verleende vergunning opschorten of intrekken indien één van de voorwaarden waaraan haar verstrekking werd onderworpen, niet of niet meer vervuld is of wanneer één van de verplichtingen opgelegd aan de houder van de vergunning door onderhavig besluit, niet of niet meer wordt nageleefd.

De beslissing tot opschorting of intrekking wordt betekend aan betrokkene of aan de houder per bij ter post aangetekend schrijven. Zij dient gemotiveerd te worden.

Een afschrift van de beslissing van de Commissaris voor Toerisme houdende opschorting of intrekking van de vergunning wordt, bij ter post aangetekend schrijven, dezelfde dag verzonden aan de gemachtigde ambtenaar en aan het college wanneer de aanvraag niet uitgaat van het betreffende college.

**Art. 20. § 1.** Het college, indien de aanvraag niet uitgaat van het betreffende college, kan, binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing van de Commissaris voor Toerisme houdende toekenning van de vergunning, een gemotiveerd beroep indienen, bij ter post aangetekend schrijven, bij de Minister.

Een afschrift van het beroep wordt door de Minister verzonden aan betrokkene of de houder, aan de gemachtigde ambtenaar en aan de Commissaris voor Toerisme, binnen de tien dagen na de ontvangst.

§ 2. Betrokkene of de houder kan, binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing van de Commissaris voor Toerisme houdende weigering, opschorting of intrekking van de vergunning, een gemotiveerd beroep indienen, bij ter post aangerekend schrijven, bij de Minister.

Een afschrift van het beroep wordt door de Minister gezonden aan de gemachtigde ambtenaar, aan de Commissaris voor Toerisme en aan het college indien de aanvraag niet uitgaat van het betreffende college, binnen de tien dagen na de ontvangst.

§ 3. Betrokkene of de houder of hun raadsleden, het College of zijn afgevaardigde en de Commissaris voor Toerisme worden, op hun aanvraag, gehoord door de Minister of zijn afgevaardigde. De Minister kan, indien hij dit wenst, de gemachtigde ambtenaar horen.

Wanneer een partij vraagt om gehoord te worden, worden de andere partijen uitgenodigd te verschijnen.

Art. 21. Het beroep, alsook de termijn om het te vormen, is opschortend, behalve voor de nieuwe terreinen of voor uitbreidingen van bestaande terreinen voor dewelke reeds een vergunning werd afgeleverd.

Art. 22. De Minister beslist over het beroep na het advies ingewonnen te hebben van het Technisch Comité.

Het Technisch Comité brengt zijn advies uit binnen de dertig dagen na het verzoek dat hem gedaan wordt. Wanneer deze termijn verstreken is, wordt het advies geacht gegeven te zijn.

De beslissing van de Minister wordt betekend, bij ter post aangetekend schrijven, aan betrokkene of aan de houder, aan de gemachtigde ambtenaar, aan de Commissaris voor Toerisme en aan het college indien de aanvraag niet uitgaat van het betreffende college, binnen de zestig dagen te rekenen vanaf de datum van het ter post bezorgen van het aangetekend schrijven houdende beroep. Zij is gemotiveerd. Wanneer de partijen gehoord worden, wordt de termijn met vijftien dagen verlengd.

Bij ontstentenis van een beslissing betekend binnen de gestelde termijn kan betrokkene of de houder, bij ter post aangetekend schrijven, een herinneringsbrief sturen aan de Minister.

Een afschrift van de herinneringsbrief wordt door de Minister verzonden aan de gemachtigde ambtenaar, aan de Commissaris voor Toerisme en aan het college indien de aanvraag niet uitgaat van het betreffende college, binnen de tien dagen na ontvangst van de herinneringsbrief.

Indien, bij het verstrijken van een nieuwe termijn te rekenen vanaf de datum van het ter post bezorgen van de bij ter post aangetekende herinneringsbrief, betrokkene of de houder geen betekening van de beslissing hebben bekomen, wordt de vergunning geacht toegekend of gehandhaafd te zijn.

De houder van een geacht toegekende of gehandhaafde vergunning is onderworpen aan dezelfde regels als deze die van toepassing zijn op de houder van een vergunning.

#### Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 23. De vergunningsaanvraag is onderworpen aan volgende publiciteit :

1<sup>o</sup> betrokkene is gehouden op het terrein waarvoor de vergunning aangevraagd wordt, en dit vanaf de dag van de uitreiking van het ontvangstbewijs van zijn aanvraag tot op de dag van de definitieve beslissing, een bericht uit te hangen waarvan de modellen voorzien zijn in de bijlagen 4, 4b, 5 of 5b volgens het geval.

Dit bericht van minstens 35 dm<sup>2</sup> is gedrukt in het zwart op papier van gele kleur.

Het bericht dient aangebracht te worden op een bord bevestigd aan een paal, op de grens tussen het terrein en de openbare weg, evenwijdig met deze laatste, op een hoogte van minimum 1,50 meter. Gedurende de ganse duur van zijn uithanging zal het bericht onderhouden worden in perfecte voorwaarden van zichtbaarheid en leesbaarheid. Betrokkene geeft aan het gemeentebestuur, om toegevoegd te worden aan zijn dossier, een afschrift van het bericht dat hij uitgehangen heeft.

2<sup>o</sup> Gedurende vijftien dagen vanaf het ogenblik waarop het ontvangstbewijs werd uitgereikt, maakt het gemeentebestuur op de gewone afficheerplaatsen een bericht uit van het model voorzien in bijlage 6, 6b, 7 of 7b, volgens het geval.

Gedurende deze vijftien dagen mag eenieder die klachten of bezwaren te vormen heeft tegen het project, deze schriftelijk ter kennis brengen van het college of van de Commissaris voor Toerisme, volgens het geval.

Onderhavig artikel is slechts van toepassing op nieuwe terreinen en eveneens op uitbreidingen van bestaande terreinen voor dewelke reeds een vergunning werd uitgereikt.

Art. 24. De Minister kan de door hem verleende vergunning opschorten of intrekken indien aan één van de voorwaarden waaraan zij werd onderworpen niet of niet meer is voldaan of indien één van de verplichtingen waaraan de houder is onderworpen ingevolge onderhavig besluit niet of niet meer wordt nageleefd.

De beslissing van de Minister houdende intrekking of opschorting van de vergunning wordt betekend aan betrokkene of aan de houder per ter bij de post aangetekend schrijven.

Een afschrift van de beslissing wordt dezelfde dag verzonden, door de Minister, aan het college, indien van toepassing, aan de Bestendige Deputatie, aan de gemachtigde ambtenaar en aan de Commissaris voor Toerisme.

Zodra de intrekking of de opschorting van de vergunning is opgeheven, stelt de Minister de betrokken partijen hiervan op de hoogte.

#### HOOFDSTUK IV. — Zekere verplichtingen van de houder

Art. 25. In geval van de vervanging van de persoon belast met het dagelijks beheer van het terrein of, indien de houder een privaatrechterlijk rechtspersoon is, in geval van vervanging van de zaakvoerder of van de zaakvoerders, van de voorzitter van de raad van bestuur of van één of alle afgevaardigde bestuurders van de vennootschap, is de houder ertoe verplicht aan de overheid die de vergunning heeft uitgereikt, binnen de tien dagen volgend op de vervanging, per bij ter post aangetekend schrijven of met ontvangstbewijs, een nieuw bewijs van goed zedelijk bedrag, bestemd voor een openbaar bestuur, afgeleverd sedert minder dan drie maanden op naam van de nieuwe gerant of geranten, over te maken.

Art. 26. De houder is ertoe gehouden, op vraag van de overheid die de vergunning heeft uitgereikt, aan deze een nieuw bewijs van goed zedelijk gedrag te laten toekomen zoals voorzien in artikel 9, 7<sup>o</sup> of 18, alinea 2 van onderhavig besluit, volgens het geval.

Art. 27. Gedurende de openingstijden van het terrein dienen de vergunning, de verzekeringspolis voor de burgerlijke aansprakelijkheid alsook de kwitantie betreffende de betaling van de premie voor het lopende jaar of de fotokopieën ervan, kunnen voorgelegd te worden bij de eerste vordering door de personen aangesteld door de Executieve zoals voorzien in artikel 8 van het decreet.



**Art. 28.** De houder dient het Reglement van Inwendige Orde van het terrein te doen naleven en alle maatregelen te nemen voor het perfecte onderhoud van het terrein. Hij moet bij de hoofdingang van het terrein op een zeer goed zichtbare manier de oproepnummers van de eerste hulpdiensten aanbrengen.

**Art. 29.** Op vraag van de Commissaris voor Toerisme dient de houder alle inlichtingen te verstrekken over de uitrustingen van het terrein, de aangeboden diensten en de prijzen die van toepassing zijn.

**Art. 30.** In geval de beslissing tot intrekking van de vergunning definitief is of in geval van definitieve stopzetting van de uitbating van het terrein is de houder verplicht de vergunning terug te zenden, per bij ter post aangetekend schrijven, aan de overheid die ze heeft uitgereikt en dit binnen de tien dagen na de betekening van de definitieve intrekking of van de definitieve stopzetting van de exploitatie van het terrein.

#### HOOFDSTUK V. — *Controle op de kampeeders*

**Art. 31.** De houder of zijn plaatsvervanger is ertoe gehouden voor iedere persoon die een nacht doorbrengt op het terrein, een dubbele fiche in te vullen of te laten invullen volgens het model in bijlage 8. Mits een akkoord met de lokale politieoverheden mag deze fiche vervangen worden door een elektronische informatiedrager.

De echtgenote wordt echter ingeschreven op de fiche van haar echtgenoot en de minderjarige kinderen worden ingeschreven op deze van hun vader of hun moeder.

De inschrijving dient te gebeuren de dag zelf van de aankomst van de kampeerder-caravanreizigers op het terrein.

De houder of zijn plaatsvervanger verzekeren zich van de juistheid van de verstrekte inlichtingen aan de hand van de verplichte identiteitsstukken die de kampeerder-caravanreiziger bij zich moet hebben.

De kampeerder-caravanreiziger is verplicht deze stukken voor te leggen.

De fiche wordt getekend door de kampeerder-caravanreiziger. Indien de kampeerder-caravanreiziger niet kan schrijven, wordt hiervan melding gemaakt.

Het eerste gedeelte van de fiche wordt door de houder of zijn plaatsvervanger aan de plaatselijke politieoverheden overgemaakt ten laatste de dag volgend op de aankomst van de kampeerder-caravanreiziger op het terrein.

Het dubbel van de fiche wordt door de houder gedurende één jaar bewaard en kan te allen tijde nagezien worden door de ambtenaren en agenten ten dien einde aangeduid door de Executieve in overeenstemming met artikel 8 van het decreet.

De houder of zijn plaatsvervanger duidt op dit dubbel, binnen de vierentwintig uur, de vertrekkdatum aan van de kampeerder-caravanreiziger.

**Art. 32. § 1.** De bepalingen van artikel 31 van onderhavig besluit hebben slechts betrekking, voor wat georganiseerde groepen van kampeeders betreft, op de verantwoordelijke groepsleider.

De lijst van alle personen die deel uitmaken van de groep wordt overhandigd aan de houder of zijn plaatsvervanger.

Zij vermeldt de namen, voornamen, woonplaats, nationaliteit, geboortedatum en nummer van het identiteitsdokument van elk lid van de groep.

§ 2. Wanneer de kampeerder-caravanreiziger een plaats huurt voor een heel jaar of een heel seizoen, dient de bij artikel 31 voorziene inschrijving slechts eenmaal te geschieden bij de eerste aankomst op het terrein.

#### HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen van de infrastructuur en verandering van exploitant van het terrein*

**Art. 33. § 1.** In geval van wijziging van de infrastructuur van het terrein voor hetwelke een vergunning is afgeleverd geworden, met name in geval van vermindering of verhoging van het aantal plaatsen voor kampeer- en caravaningverblijven of in geval van uitbreiding van het terrein dient de houder, voor het in exploitatie nemen van de uitgevoerde wijziging of wijzigingen, hetzij een nieuwe vergunning beantwoordend aan de uitgevoerde wijziging of wijzigingen, hetzij een bijkomende vergunning te bekomen.

Deze aanvraag van nieuwe of desgevallend aanvullende vergunning is onderworpen aan dezelfde regels als deze voorzien in Hoofdstuk II van onderhavig besluit.

§ 2. In geval van overdracht van de uitbating van een terrein of in geval van overlijden van de houder dient de nieuwe uitbater, binnen de drie maanden volgend op de datum van de overname van de uitbating van het terrein, een nieuwe vereenvoudigde vergunningsaanvraag in te dienen hetzij rechtstreeks bij het gemeentebestuur dat hem een ontvangstbewijs overhandigt, hetzij bij de Commissaris voor Toerisme bij ter post aangetekend schrijven.

Deze vereenvoudigde vergunningsaanvraag dient slechts vergezeld te zijn van een bewijs van goed zedelijk gedrag zoals voorzien in artikel 9, 7<sup>o</sup> of 16, alinea 2 van onderhavig Besluit, volgens het geval alsook van een afschrift van de verzekeringspolis voorzien in artikel 9, 6<sup>o</sup>.

Het college of, desgevallend, de Commissaris voor Toerisme, overhandigt een nieuwe vergunning aan de nieuwe exploitant binnen de zestig dagen volgend op de datum van de afgifte of van de verzending van de nieuwe vergunningsaanvraag na het advies te hebben ingewonnen van de gemachtigde ambtenaar en desgevallend van de Commissaris voor Toerisme, en na zich ervan verzekerd te hebben dat de aanvrager niet in overtreding is met de bepalingen van artikel 6, alinea 2, 2<sup>o</sup> van het Decreet, dat de verzekeringspolis in regel is en op voorwaarde dat het terrein dat het voorwerp uitmaakt van de nieuwe vergunningsaanvraag geen wijzigingen heeft ondergaan sinds de toekenning van de laatste vergunning.

In geval van weigering of bij afwezigheid van de nieuwe vergunning binnen de hierboven voorziene termijn, kan de aanvrager, binnen de dertig dagen die volgen op het verstrijken van deze termijn of vanaf de datum van de weigering, een beroep indienen georganiseerd in overeenstemming met de bepalingen van artikel 12 en volgende van onderhavig besluit.

Wanneer het beroep wordt ingediend door een publiekrechtelijk rechtspersoon, wordt het beroep georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 20 van onderhavig besluit.

#### HOOFDSTUK VII — *Klassificatie en model van het schild*

**Art. 34.** De terreinen worden geklasseerd in vijf categoriën volgens de regels en de uitrustings- en werkingsvoorwaarden vermeld in de tabel die het voorwerp uitmaakt van bijlage 9. Ieder terrein kan slechts in één enkele categorie geklasseerd worden.

Ieder terrein waarvoor een vergunning werd afgeleverd of geacht wordt afgeleverd te zijn wordt van ambtswege geklasseerd in de categorie I ster.

**Art. 35.** De houder of de begunstigde van de vergunning kan een herziening van de classificatie aanvragen indien hij van mening is dat zijn terrein beantwoordt aan de werkings- en uitrustingsvoorwaarden overeenstemmend met een hogere klassifikatiecategorie.

**Art. 36.** De aanvraag tot herziening van de klassifikatie wordt aan de Commissaris voor Toerisme per bij een ter post aangetekend schrijven aangevraagd tussen 1 april en 1 augustus van elk jaar.

Er dient gebruik gemaakt te worden van de formulieren verstrekt door de Commissaris voor Toerisme.

**Art. 37.** Zodra de aanvraag om herziening van de klassifikatie volledig is zendt de Commissaris voor Toerisme aan de aanvrager, binnen een termijn van 10 dagen, per bij ter post aangetekend schrijven, een ontvangstbewijs.

De Commissaris voor Toerisme beslist over de aanvraag tot herziening van de classificatie en betekent zijn beslissing aan de aanvrager, per bij ter post aangetekend schrijven, binnen de vijfenveertig dagen na de verzending van het ontvangstbewijs.

Afwezigheid van beslissing betekend aan de aanvrager binnen de termijn voorzien in alinea 2 opent het recht op beroep voorzien in artikel 40 van onderhavig Besluit.

**Art. 38.** De Commissaris voor Toerisme kan een lagere klassifikatie van een terrein uitspreken indien dit niet meer beantwoordt aan de uitrustings- en werkingsvoorwaarden van zijn klassifikatiecategorie.

Hij stelt de houder hiervan op de hoogte bij een ter post aangetekend schrijven.

**Art. 39.** Iedere beslissing genomen door de Commissaris voor Toerisme houdende weigering of intrekking van de klassifikatie van een terrein in een categorie hoger dan één ster wordt gemotiveerd.

**Art. 40.** De houder kan, per bij ter post aangetekend schrijven, een gemotiveerd beroep indienen bij de Minister tegen iedere beslissing van de Commissaris voor Toerisme houdende klassifikatie, weigering van herziening van de klassifikatie of lagere klassifikatie. Dit beroep dient ingediend te worden binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf het ter post bezorgen van het bij ter post aangetekend schrijven houdende de betekening van de aangevallen beslissing of, in het geval voorzien in artikel 37, alinea 3, bij het verstrijken van de termijn binnen dewelke de beslissing had moeten betekend worden.

**Art. 41.** De Minister beslist over het beroep na het advies te hebben ingewonnen van het Technisch Comité.

Het Technisch Comité moet zijn advies uitbrengen binnen de dertig dagen na het verzoek dat hem gedaan wordt. Wanneer deze termijn verstreken is, wordt het advies geacht gegeven te zijn.

De beslissing van de Minister wordt aan de aanvrager betekend, per bij ter post aangetekend schrijven, binnen de zestig dagen na de ontvangst van het beroep. Zij wordt gemotiveerd.

Een afschrift van de beslissing wordt dezelfde dag door de Minister overgemaakt aan de Commissaris voor Toerisme.

Afwezigheid van een beslissing aan de aanvrager betekend binnen de termijn voorzien in alinea 3 staat gelijk met een weigering.

**Art. 42.** De Commissaris voor Toerisme overhandigt aan de houder of de begunstigde van de vergunning een schild waarvan het model is opgenomen in bijlage 10 en dat eigendom blijft van de Franse Gemeenschap. Het dient aangebracht te worden, op een goed zichtbare manier, bij de hoofdingang van het terrein.

Het schild vermeldt de klassifikatiecategorie van het terrein en vermeldt, voor de categorieën hoger dan één ster, het nummer van de klassifikatiebeslissing.

Iedere diefstal, verlies of vernietiging van het schild dient aangegeven te worden aan de politieoverheid of de plaatselijke rijkswacht. Een nieuw schild zal slechts uitgereikt worden na de overhandiging van de desbetreffende aangifte.

In geval de beslissing tot intrekking van de vergunning of van een klassifikatiecategorie definitief is, moet het schild dat het terrein betreft binnen de tien dagen van de betekening teruggegeven worden.

In geval van definitieve stopzetting van de exploitatie van het terrein moet het schild dat het terrein bekomen heeft, binnen de tien dagen van de stopzetting teruggegeven worden.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Het beoefenen van de camping-caravaning buiten de terreinen*

**Art. 43.** Het beoefenen van de camping-caravaning is verboden :

1° op de openbare weg gedurende meer dan vierentwintig uur;

2° binnen een straal van 100 meter van plaatsen waar water voor menselijk gebruik wordt gewonnen;

3° in een landschap geklasseerd door de bevoegde overheden.

De verbodsbepalingen voorzien bij 2° en 3° hierboven worden ter kennis gebracht aan het publiek door middel van borden op initiatief van de gemeentelijke overheden geplaatst aan de gewone toegangswegen tot de verboden zones.

Het beoefenen van de camping-caravaning, buiten de openbare wegen, is nochtans ten voorlopige titel toegelaten door middel van tenten, tourcaravans en motorhomes op voorwaarde een voorafgaandelijk en schriftelijk akkoord te bekomen van de lokale overheden ter gelegenheid van eenmalige sportieve, culturele of sociale manifestaties, georganiseerd door wettelijk opgerichte verenigingen.

De lokale overheden zullen erop toezien dat alle maatregelen worden genomen teneinde de hygiëne, de veiligheid, de openbare rust en de goede plaatselijke inrichting te garanderen.

In geval van zware tekortkoming aan deze bepalingen zullen de ambtenaren en agenten hiervoor aangeduid door de Executieve in uitvoering van artikel 8 van het Decreet onmiddellijk een einde kunnen stellen aan de bezetting van de plaats.

#### HOOFDSTUK IX. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 44.** Wordt beschouwd als een terrein in de zin van onderhavig Besluit, elk terrein waarvoor een vergunning afgeleverd geworden is op basis van de Wet van 30 april 1970 op het kamperen en het Koninklijk Besluit van 29 oktober 1971 betreffende het kamperen.

**Art. 45.** Alle vergunningen afgeleverd op basis van de wet van 30 april 1970 op het kamperen en van het Koninklijk Besluit van 29 oktober 1971 betreffende het kamperen blijven geldig en worden geacht conform te zijn aan onderhavig Besluit.

Nochtans moet de aanpassing van het bestaand terrein ten einde het in overeenstemming te brengen met de voorwaarden bepaald in de artikelen 3, 5°, 4, 1°, 2° en 3°; 5, 1°, 2° en 4°; 6, 1° en 2°; 7, 1° tot 4°, 7° en 8° ten laatste uitgevoerd worden binnen een termijn van vier jaar te rekenen vanaf de in werking treding van onderhavig Besluit.

**Art. 46.** Het terrein, geklasseerd in een categorie hoger dan één ster op basis van de wet van 30 april 1970 op het kamperen en van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 betreffende het kamperen moet, ten einde zijn klassifikatie in de desbetreffende categorie te behouden, voldoen aan de klassifikatievoorwaarden voorzien in bijlage 9 binnen een periode van vier jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van onderhavig besluit.

**Art. 47.** Het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 betreffende het kamperen gewijzigd door de koninklijke besluiten van 13 februari 1974 en van 26 mei 1978 en het koninklijk besluit van 16 mei 1972 tot bepaling van de publiekrechtelijke rechtspersonen voor wie de kampeervergunning wordt afgegeven door de Minister die het toerisme in zijn bevoegdheid heeft of door zijn gemachtigde en het ministerieel besluit van 18 mei 1972 houdende machtiging van de gemachtigde ambtenaar voor het afleveren van de kampeervergunning wanneer deze verzocht wordt door één van de publiekrechtelijke personen aangeduid door het koninklijk besluit van 16 mei 1972, worden opgeheven voor wat de Franse Gemeenschap betreft.

**Art. 48.** Onderhavig besluit treedt in werking op de dag van de publikatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 49.** De Minister is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 4 september 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport, van Toerisme en van Internationale betrekkingen,

J.-P. GRAFE

Bijlage 1

**Model van reglement van inwendige orde**

**Artikel 1.** Eenieder die op het terrein verblijft, is ertoe gehouden dit reglement in acht te nemen. Iedere inbreuk op de voorschriften van dit reglement kan aanleiding geven tot uitsluiting van de overtreder.

**Art. 2.** De kampeerders-caravanreizigers dienen zich bij aankomst in te schrijven.

**Art. 3.** De kampleider wijst de kampeer-caravaningplaatsen aan.

**Art. 4.** De minimum afstand tussen op verschillende plaatsen gelegen kampeerverblijven bedraagt 4 meter, gemeten op de grond. Per plaats mag er zich slechts één enkel kampeer- of caravaningverblijf bevinden met uitzondering van wat voorzien is in artikel 7, 7<sup>o</sup> van het besluit van de Executieve betreffende de camping-caravaning.

**Art. 5.** Voertuigen mogen niet geparkeerd worden op de toegangs- en binnenwegen.

**Art. 6.** De kampeerders-caravanreizigers moeten de zedelijkheid, de openbare rust en de welvoegelijkheid in acht nemen. Niemand mag zich door gedrag, houding of uitlatingen aan kritiek blootstellen.

**Art. 7.** De werking van radio's, platendraaiers en andere geluidstoestellen mag niemand storen en na 22 uur is er stilte vereist.

**Art. 8.** Het verkeer van motorvoertuigen is verboden tussen 22 uur en 7 uur, behalve voor de kampeerders die pas aankomen.

**Art. 9.** De verkoop en aankoop van eetwaren en dranken mag slechts gebeuren op de daartoe door de exploitant aangeduide plaatsen. De verkoop en aankoop van andere voorwerpen mag slechts plaats vinden met de toelating van de kampleider.

**Art. 10.** Geen enkel wapen mag op het terrein binnengebracht worden zonder de uitdrukkelijke toelating van de kampleider.

**Art. 11.** In de kampeer-caravaningverblijven mogen geen activiteiten plaatsvinden of goederen worden opgeslagen die het gevaar voor brand of de gevolgen van een brand kunnen vergroten.

**Art. 12.** De kook- en verwarmingstoestellen op gas, petroleum, elektriciteit of enige andere energiebron dienen derwijze opgesteld te worden dat ze alle veiligheidswaarborgen bieden. Zij moeten staan op een goed geventileerde plaats en op een warmtewerende plaat.

**Art. 13.** Het is verboden een vuur aan te maken op minder dan 100 meter afstand van woonhuizen, bossen, heide, boomgaarden, hagen, koren, stro, hooischolven, en plaatsen waar vlas te drogen ligt. Geen enkel vuur of kooktoestel mag buiten de kampeer-caravaningverblijven aangestoken worden zonder dat eerst op het terrein, binnen een straal van één meter, alle takken, twijgen, dode bladeren, groen enz... verwijderd worden zijn. Zodra ze aangestoken zijn, dienen de vuren onder permanent toezicht te staan. De kampvuren mogen slechts aangestoken worden met de uitdrukkelijke toelating van de kampleider. Na uitdoving van de vuurhaarden dienen zij zorgvuldig met zand of aarde bedekt of overvloedig met water besproeid te worden.

**Art. 14.** De kampeer-caravaningverblijven en de plaats errond alsook de installaties voor gemeenschappelijk gebruik moeten in een staat van absolute properheid gehouden worden.

**Art. 15.** Het is verboden afval, vuilnis of eender welk afvalprodukt elders dan in de daarvoor voorziene vuilnisbakken of collectoren te werpen.

**Art. 16.** Het is verboden de grond uit te graven en om te woelen. Geultjes voor de afloop van het regenwater mogen slechts rond de tenten gegraven worden en dit slechts op voorwaarde dat ze gemaakt worden volgens de aanduidingen van de kampleider.

**Art. 17.** Het afvalwater mag alleen op de daartoe bestemde plaatsen uitgegoten worden.

**Art. 18.** Iedere schade aan de installaties op het terrein en ieder ongeval dienen onmiddellijk ter kennis gebracht te worden van de kampleider.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping-Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
van Toerisme en van Internationale Betrekkingen

J.-P. GRAFE.

## Bijlage 2

## Kampeervergunning

Het College van Burgemeester en Schepenen,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor uitbating van de kampeer- en caravaningterreinen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de camping-caravaning;

Gelet op de aanvraag van een kampeer-caravaningvergunning van .....

(1) voor het terrein gelegen te ..... straat, nr ..... kadastraal ingeschreven onder sectie ..... nr ..... met een oppervlakte van ..... are en met ..... plaatsen voor kampeer- en caravaningverblijven, ingediend door ..... verblijvende te ..... straat, nr ..... en volledig door het Gemeentebestuur ontvangen op .....

(1) voor de uitbreiding van het kampeer-caravaningsterrein genoemd ..... gelegen te ..... straat, nr ..... uitgebaat door ..... kadastraal ingeschreven onder sectie ..... nr ..... met een oppervlakte van ..... are en met ..... plaatsen voor kampeer- en caravaningverblijven, ingediend door ..... en volledig door het Gemeentebestuur ontvangen op .....

Gelet op het advies van de gemachtigde ambtenaar gegeven op ..... luidend als volgt :

Gelet op het advies van de Commissaris voor Toerisme gegeven op ..... luidend als volgt :

Besluit :

Vergunning wordt verleend aan M ..... voornoemd, onder de voorwaarden bepaald in het besluit van de Executieve van 4 september 1991 betreffende de camping-caravaning en onder deze vermeld in de bovenstaande adviezen van de gemachtigde ambtenaar en van de Commissaris voor Toerisme, het hierboven vermelde terrein te gebruiken als kampeer-caravaningsterrein. (2)

Te ....., op .....

Vanwege het College,

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

(1) De nutteloze vermelding doorhalen.

(2) Een afschrift van onderhavige vergunning wordt met dezelfde post gezonden aan de gemachtigde ambtenaar en aan de Commissaris voor Toerisme. Onderhavige vergunning vervangt en vernietigt de vergunning voorheen afgeleverd voor hetzelfde terrein.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping-Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
van Toerisme en van Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE.

Bijlage 2B

## Kampeervergunning. — Weigering

Het College van Burgemeester en Schepenen,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor uitbating van de kampeer- en caravaningterreinen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de camping-caravaning;

Gelet op de aanvraag van een kampeer-caravaningvergunning van .....

(1) voor het terrein gelegen te ..... straat, nr ..... kadastraal ingeschreven onder sectie ..... nr ..... met een oppervlakte van ..... are en met ..... plaatsen voor kampeer- en caravaningverblijven, ingediend door ..... verblijvende te ..... straat, nr ..... en volledig door het Gemeentebestuur ontvangen op .....

(1) voor de uitbreiding van het kampeer-caravaningsterrein genoemd ..... gelegen te ..... straat, nr ..... uitgebaat door ..... kadastraal ingeschreven onder sectie ..... nr ..... met een oppervlakte van ..... are en met ..... plaatsen voor kampeer- en caravaningverblijven, ingediend door ..... en volledig door het Gemeentebestuur ontvangen op .....

Gelet op het advies van de gemachtigde ambtenaar gegeven op ..... luidend als volgt :

Gelet op het advies van de Commissaris voor Toerisme gegeven op ..... luidend als volgt :

Besluit :

Vergunning wordt geweigerd aan M ..... voornoemd, het hierboven  
vermelde terrein te gebruiken als kampeer-caravaningsterrein (2)  
Te ....., op .....

Vanwege het College,

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

(1) De nutteloze vermelding doorhalen.

(2) Een afschrift van onderhavige weigering van vergunning wordt met dezelfde post gezonden aan de gemachtigde ambtenaar en aan de Commissaris voor Toerisme.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping-Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
van Toerisme en van Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE.

Bijlage 3

#### Kampeervergunning bestemd voor een publiekrechtelijk rechtspersoon

De Commissaris voor Toerisme,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor uitbating van de kampeer- en caravaningsterreinen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de camping-caravaning;

Gelet op de aanvraag van een kampeer-caravaningvergunning van .....

(1) voor het terrein gelegen te ..... straat, nr. .... kadastraal ingeschreven onder sectie .... nr. .... met een oppervlakte van ..... are en met ..... plaatsen voor kampeer- en caravaningverblijven, ingediend door ..... verblijvende te ..... en volledig ontvangen op .....

(1) voor de uitbreiding van het kampeer-caravaningsterrein genoemd ..... gelegen te ..... straat, nr. .... uitgbaat door ..... kadastraal ingeschreven onder sectie .... nr. .... met een oppervlakte van ..... are en met ..... plaatsen voor kampeer- en caravaningverblijven, ingediend door ..... en volledig ontvangen op .....

Gelet op het advies van de gemachtigde ambtenaar gegeven op ..... luidend als volgt :

(2) Gelet op het advies van het College, gegeven op ..... luidend als volgt :

Besluit :

Vergunning wordt verleend aan ..... van de publiekrechtelijke rechtspersoon) onder de voorwaarden bepaald in het Besluit van de Executieve van 4 september 1991 betreffende de camping-caravaning en onder deze vermeld in de bovenstaande adviezen van de gemachtigde ambtenaar het hierboven vermelde terrein te gebruiken als kampeer-caravaningsterrein. (3)

Te ..... op .....

De Commissaris voor Toerisme,

(1) De nutteloze vermelding doorhalen.

(2) In te vullen indien de vergunningsaanvraag niet uitgaat van de gemeente.

(3) Een afschrift van onderhavige vergunning wordt met dezelfde post gezonden aan de gemachtigde ambtenaar en eventueel aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Onderhavige vergunning vervangt en vernietigt de vergunning voorheen afgeleverd voor hetzelfde terrein.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping-Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
van Toerisme en van Internationale Betrekkingen

J.-P. GRAFE.

## Bijlage 3B

## Kampeervergunning bestemd voor een publiekrechtelijk rechtspersoon. — Weigering

De Commissaris voor Toerisme,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor uitbating van de kampeer- en caravaningterreinen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de camping-caravaning;

Gelet op de aanvraag van een kampeer-caravaningvergunning van .....

(1) voor het terrein gelegen te ..... straat, nr. .... kadastraal ingeschreven onder sectie ..... nr. .... met een oppervlakte van ..... are en met ..... plaatsen voor kampeer- en caravaningverblijven, ingediend door ..... verblijvende te ..... straat, nr. .... en volledig ontvangen op .....

(1) voor de uitbreiding van het kampeer-caravaningterrein genoemd ..... straat, nr. .... uitgebaat door ..... kadastraal ingeschreven onder sectie ..... nr. .... met een oppervlakte van ..... are en met ..... plaatsen voor kampeer- en caravaningverblijven, ingediend door ..... en volledig ontvangen op .....

Gelet op het advies van de gemachtigde ambtenaar gegeven op ..... luidend als volgt : .....

(2) Gelet op het advies van het College, gegeven op ..... luidend als volgt : .....

Besluit :

Vergunning wordt geweigerd aan ..... van de publiekrechtelijke rechtspersoon) het hierboven vermelde terrein te gebruiken als kampeer- caravaningterrein. (3)

Te ..... op .....

De Commissaris voor Toerisme

(1) De nutteloze vermelding doorhalen.

(2) In te vullen indien de vergunningsaanvraag niet uitgaat van de gemeente.

(3) Een afschrift van onderhavige vergunning wordt met dezelfde post gezonden aan de gemachtigde ambtenaar en eventueel aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping-Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
van Toerisme en van Internationale Betrekkingen

J.-P. GRAFE.

Bijlage 4

## BERICHT

## Aanvraag om kampeer-caravaningvergunning

M ..... wonende te ..... laat weten dat hij een aanvraag van kampeer-caravaningvergunning heeft ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente ..... ten einde het terrein waarop dit bericht uithangt te gebruiken als kampeer-caravaningterrein. Dit terrein is bestemd voor ..... plaatsen voor kampeer-caravaningverblijven. Klachten of bezwaren tegen dit project dienen schriftelijk gericht te worden aan het College van Burgemeester en Schepenen vóór (1).....

Te ..... op .....

(Handtekening)

(1) Aan te vullen met de datum van de 15e dag te rekenen vanaf de datum van het ontvangstbewijs van de aanvraag.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping-Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
van Toerisme en van Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

## Bijlage 4B

## BERICHT

**Aanvraag om kampeer-caravaningvergunning uitgaande van een publiekrechtelijke rechtspersoon**

..... (preciese benaming) laat weten dat hij een aanvraag van kampeer-caravaningvergunning heeft ingediend bij de Commissaris voor Toerisme ..... (volledig adres van het Commissariaat voor Toerisme) ten einde het terrein waarop dit bericht uithangt te gebruiken als kampeer-caravaningsterrein. Dit terrein is bestemd voor ..... plaatsen voor kampeer-caravaningverblijven. Klachten of bezwaren tegen dit projekt dienen schriftelijk gericht te worden aan de Commissaris voor Toerisme vóór (1).....

Te ....., op .....

(Handtekening van de verantwoordelijke)

(1) Aan te vullen met de datum van de 15e dag te rekenen vanaf de datum van het ontvangstbewijs van de aanvraag.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping- Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:  
De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
van Toerisme en van Internationale Betrekkingen  
J.-P. GRAFE.

## Bijlage 5

## BERICHT

**Aanvraag om kampeer-caravaningvergunning voor de uitbreiding van een bestaand kampeer-caravaningsterrein**

M ..... wonende te ..... laat weten dat hij een aanvraag van kampeer-caravaningvergunning heeft ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente ..... ten einde het kampeer-caravaningsterrein waarop dit bericht uithangt uit te breiden. Deze uitbreiding is bestemd voor ..... plaatsen voor kampeer-caravaningverblijven. Klachten of bezwaren tegen dit projekt dienen schriftelijk gericht te worden aan het College van Burgemeester en Schepenen vóór (1).....

Te ....., op .....

(Handtekening)

(1) Aan te vullen met de datum van de 15e dag te rekenen vanaf de datum van het ontvangstbewijs van de aanvraag.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping- Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:  
De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
van Toerisme en van Internationale Betrekkingen

J.-P. GRAFE.

## Bijlage 5B

## BERICHT

**Aanvraag om kampeer-caravaningvergunning uitgaande van een publiekrechtelijk rechtspersoon voor de uitbreiding van een bestaand kampeer-caravaningsterrein**

..... (preciese benaming) laat weten dat hij een aanvraag van kampeer-caravaningvergunning heeft ingediend bij de Commissaris voor Toerisme ..... (volledig adres van het Commissariaat voor Toerisme) ten einde het kampeer-caravaningsterrein waarop dit bericht uithangt, uit te breiden. Dit uitbreiding is bestemd voor ..... plaatsen voor kampeer-caravaningverblijven.

Klachten of bezwaren tegen dit projekt dienen schriftelijk gericht te worden aan de Commissaris voor Toerisme vóór (1).....

Te ....., op .....

(Handtekening van de verantwoordelijke)

(1) Aan te vullen met de datum van de 15e dag te rekenen vanaf de datum van het ontvangstbewijs van de aanvraag.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping- Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:  
De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
van Toerisme en van Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE.

Bijlage 6

GEMEENTE.....

BERICHT

**Aanvraag om kampeer-caravaningvergunning**

Het Gemeentebestuur deelt mee dat een aanvraag om kampeer-caravaningvergunning werd ingediend door.....wonende te.....ten einde als kampeer-caravaningsterrein te gebruiken, het terrein gelegen te.....ingeschreven onder nr.....bestemd voor.....plaatsen voor kampeer-caravaningverblijven.

Klachten of bezwaren tegen dit projekt dienen schriftelijk gericht te worden aan het College van Burgemeester en Schepenen vóór (1).....

Te.....op.....

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

(1) Aan te vullen met de datum van de 15e dag te rekenen vanaf de datum van het ontvangstbewijs van de aanvraag.

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping- Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
van Toerisme en van Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE.

Bijlage 6 B

GEMEENTE.....

BERICHT

**Aanvraag om kampeer-caravaningvergunning  
uitgaande van een publiekrechtelijk rechtspersoon**

Het Gemeentebestuur laat weten dat een aanvraag om kampeer-caravaningvergunning werd aangevraagd door.....adres.....ten einde als kampeer-caravaningsterrein te gebruiken, het terrein gelegen te.....kadastraal ingeschreven onder nr.....bestemd voor.....plaatsen voor kampeer-caravaningverblijven. Klachten of bezwaren tegen dit projekt dienen schriftelijk gericht te worden aan de Commissaris voor Toerisme vóór (1).....(volledig adres van het Commissariaat voor Toerisme)

Te.....op.....

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

(1) Aan te vullen met de datum van de 15e dag te rekenen vanaf de datum van het ontvangstbewijs van de aanvraag. Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping- Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
van Toerisme en van Internationale Betrekkingen,

J.P. GRAFE.



## Bijlage 7

GEMEENTE .....

## BERICHT

**Aanvraag om kampeer-caravaningvergunning voor de uitbreiding van een bestaand kampeer-caravaningterrein**  
 Het Gemeentebestuur deelt mee dat een aanvraag om kampeer-caravaningvergunning werd ingediend door.....wonende te .....ten einde het kampeer-caravaningterrein genoemd .....gelegen te .....uit te breiden. De uitbreiding is bestemd voor .....plaatsen voor kampeer-caravaningverblijven. Klachten of bezwaren tegen dit projekt dienen schriftelijk gericht te worden aan het College van Burgemeester en Schepenen vóór (1).....

Te....., op .....

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

(1) Aan te vullen met de datum van de 15e dag te rekenen vanaf de datum van het ontvangstbewijs van de aanvraag.

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping- Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
 van Toerisme en van Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE.

## Bijlage 7 B

GEMEENTE .....

## BERICHT

**Aanvraag om kampeer-caravaningvergunning uitgaande van een publiekrechtelijk rechtspersoon voor de uitbreiding van een bestaand kampeer-caravaningterrein**

Het Gemeentebestuur laat weten dat een aanvraag om kampeer-caravaningvergunning voor de uitbreiding van het bestaand kampeer-caravaningterrein werd aangevraagd door.....adres.....ten einde het terrein genoemd.....gelegen te .....uit te breiden. De uitbreiding is bestemd voor.....plaatsen voor kampeer-caravaningverblijven. Klachten of bezwaren tegen dit projekt dienen schriftelijk gericht te worden aan de Commissaris voor Toerisme vóór (1).....(volledig adres van het Commissariaat voor Toerisme)

Te....., op .....

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

(1) Aan te vullen met de datum van de 15e dag te rekenen vanaf de datum van het ontvangstbewijs van de aanvraag.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping- Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
 van Toerisme en van Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE.

## Bijlage 8

## FICHE NR. ....

Naam en adres van het kampeer-caravaningterrein .....

Naam (1): .....

Voornamen: .....

Geboren te: .....

Op: .....

Woonplaats: .....

Nationaliteit: ..... Identiteitskaart of ander identiteitsdokument (2) nt.:

Afgeleverd door: .....

Datum van aankomst: .....

Nummerplaat van het motorvoertuig (3): .....

Gezinsleden:

1. Echtgenote - Meisjesnaam (1): .....

Voornamen: .....

2. Ongehuwde kinderen:

Voornamen: .....

Handtekening van de kampeerder-caravanreiziger,

Werkelijke vertrekdatum (4): .....

1) In hoofdletters.

(2) De onnodige vermelding doorhalen.

(3) De juistheid van deze inlichting dient niet te worden nagegaan door de exploitant of zijn aangestelde.

(4) Deze inlichting dient alleen op het dubbel van de fiche voor te komen. Niet te vermelden op de fiche.

Deze dubbele fiche is uit stevig papier en moet verplichtend 12 cm breed en 20 cm hoog zijn.

De twee gedeelten waaruit de dubbele fiche bestaat, liggen nauwkeurig boven mekaar en zijn met een stippelijntje aan elkaar gehecht. De inlichtingen die op het eerste gedeelte moeten voorkomen worden met kalkeerpapier tegelijkertijd op het tweede overgebracht.

De dubbele fiches zijn zonder onderbreking genummerd en de twee gedeelten hebben hetzelfde nummer.

De dubbele fiche mag vervangen worden door een elektronische informatiedrager onder voorbehoud van het akkoord van de plaatselijke politie.

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping- Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
van Toerisme en van Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE.

## BIJLAGE 9

## Klassifikatietabel en -normen voor de kampeer- caravaningterreinen.

Onderstaande tabel vermeldt de uitrusting vereist voor de klassifikatie van een kampeer-caravaningterrein in één van de kategoriën hoger dan één ster.

Voor iedere uitrusting, genummerd van 1 tot 28, wordt één punt toegevoegd, zoals bepaald in kolom (3).

Het kampeer-caravaningterrein dat het totaal van de punten behaalt wordt geklasseerd in de categorie 5 sterren.

Het kampeer-caravaningterrein dat minstens 24 punten behaalt wordt geklasseerd in de categorie 4 sterren.

Het kampeer-caravaningterrein dat minstens 19 punten behaalt wordt geklasseerd in de categorie 3 sterren.

Het kampeer-caravaningterrein dat minstens 13 punten behaalt wordt geklasseerd in de categorie 2 sterren.

In kolom (2),

— betekent X dat de in kolom (1) vermelde uitrustingen dienen te bestaan:

— 100 % betekent dat alle kampeer-caravaningplaatsen dienen uitgerust te zijn met de voorzieningen bepaald in kolom (1);

— Een cijfer geeft het aantal uitrustingen aan voorzien in kolom (1) waarvan het terrein dient voorzien te zijn.

(1)	(2)	(3)
		punten
A. DRINKWATERVOORZIENING		
1. Plaatsen aangesloten op een individuele drinkwatervoorziening	100 %	1

(1)	(2)	(3)
		punten
<b>B. ELEKTRICITEIT</b>		
2. Verlichting van alle wegen voor intern verkeer	X	1
3. Plaatsen aangesloten op een individuele stroomaansluiting	100 %	1
<b>C. BEWAKING OP HET TERREIN GEDURENDE DE OPENINGSPERIODE VAN HET TERREIN</b>		
4. Permanente bewaking	X	1
De bewaking van het terrein kan verzekerd worden hetzij door de houder van de vergunning, hetzij door een door hem aangewezen persoon.		
<b>D. SANITAIRE UITRUSTING</b>		
5. Vloer betegeld en muren van beneden tot boven bezet met glazuurtegels.	X	1
6. Mogelijkheid tot verwarming	X	1
7. Per groep of groepsdeelte van 100 plaatsen bijkomende douches met warm en koud stromend water, in afgesloten cabine en met een omkleedingsafdeling	4	1
8. Alle wastafels met warm en koud stromend water	X	1
9. In de afdeling(en) voorbehouden voor de dames : alle wastafels in afgesloten cabine	X	1
10. Per kampeer-caravaningsterrein : een cel aangepast voor personen met beperkte beweeglijkheid en uitgerust met een W.C. + een wastafel met warm en koud stromend water + een douche (of ligbad) met warm en koud stromend water.	X	1
11. Per groep of groepsdeelte van 150 plaatsen, wasbakken voor wasgoed met warm en koud stromend water	2	1
12. Per groep of groepsdeelte van 150 plaatsen, wasbakken voor vaatwerk met warm en koud stromend water	2	1
<b>E. DIENSTUITRUSTINGEN</b>		
13. Lokaal bestemd voor het onthaal.	X	1
14. Gemeenschappelijk lokaal zonder verplichting tot verbruik.	X	1
15. Mogelijkheid tot aankoop, binnen de oppervlakte van het terrein, van levensmiddelen van eerste noodzaak.	X	1
16. Winkel met voedingsmiddelen en kampeer-caravaning- artikelen op het terrein of in de onmiddellijke omgeving ervan.	X	1
17. Restaurant of klaargemaakte schotels.	X	1
18. Lokaal voorbehouden als infirmerie.	X	1
19. Wasplaats uitgerust met een wasmachine en droger en een strijkhoek.	X	1
20. Publieke telefooncabine.	X	1
<b>F. RECREATIEVE EN ANDERE UITRUSTINGEN</b>		
21. Ten minste 10 % van de totale oppervlakte van het terrein moet uitgerust zijn met spelen voor kinderen en met aangepaste uitrusting voor de sport- en recreatiebeoefening van adolescenten en volwassenen.	X	1
22. Het terrein moet uitgerust zijn met ten minste twee van de hierna vermelde voorzieningen of mogelijkheden : bowling, sauna, solarium, fitnessroom, manège, watersporten, vismogelijkheid.	X	1
23. Aanwezigheid van een animatieteam gedurende de maanden juli en augustus.	X	1
<b>G. PLAATSEN VOOR MOTORHOMES</b>		
24. Per groep of groepsdeelte van 100 plaatsen : afgebakende gemacadamiseerde parkeerplaats gelegen dichtbij de hoofdingang die de stalling van motor-homes mogelijk maakt.	X	1
<b>H. PLAATSEN VOORBEHOUDEN VOOR TOERISTEN OP DOORREIS</b>		
25. Minstens 20 % van het totaal aantal plaatsen.	X	1
<b>I. TOERISTISCHE INFORMATIE</b>		
26. Aanwezigheid van toeristische informatie.	X	1

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping-Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
van Toerisme en van Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE.

## Bijlage 10

## Model van het schild afgeleverd aan de houder van een vergunning



Beschrijving :  
 Afmetingen : 490 mm x 320 mm.  
 Kleur van de letters : zwart.  
 Kleur van de tent : buitenkant : blauw binnenkant : zwart.  
 Kleur van het veld van de sterren : groen.  
 Volgens de klassifikatie van het kampeer- caravaningterrein in de categorie 1, 2, 3, 4 of 5 sterren wordt het veld vervolledigd met 1, 2, 3, 4 of 5 sterren in witte kleur.  
 Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de Camping- Caravaning.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,  
 van Toerisme en van Internationale Betrekkingen

J.-P. GRAFE.

## AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

## Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 18 septembre 1991 M. Van Impe, J.M., avocat, est nommé juge au tribunal de première instance d'Audenarde.

Par arrêtés ministériels du 25 septembre 1991 :

— Mme Hanoteaux, M., commis-greffier principal à la cour d'appel de Mons, est déléguée aux fonctions de greffier à cette cour;

— Mme Loquet, M.C., employée principale au greffe de la cour d'appel de Mons, est déléguée aux fonctions de commis-greffier à cette cour.

Par arrêté ministériel du 26 septembre 1991, Mme Michel, M., avocat, est désignée aux fonctions de stagiaire au parquet du tribunal de première instance de Charleroi, pour un terme d'un an prenant cours le 1er octobre 1991.

## Police judiciaire

Par arrêté royal du 12 septembre 1991, M. F. Lemaitre, officier judiciaire près le parquet du tribunal de première instance à Dinant, est nommé officier-commissaire aux délégations judiciaires près ce parquet, à partir du 1er juillet 1991.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

## Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 18 september 1991 is de heer Van Impe, J.M., advocaat, benoemd tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde.

Bij ministeriële besluiten van 25 september 1991 :

— is aan Mevr. Hanoteaux, M., eeraanwezend klerk-griffier bij het hof van beroep te Bergen, opdracht gegeven om het ambt van griffier bij dit hof te vervullen;

— is aan Mevr. Loquet, M.C., eeraanwezend beambte bij de griffie van het hof van beroep te Bergen, opdracht gegeven om het ambt van klerk-griffier bij dit hof te vervullen.

Bij ministerieel besluit van 26 september 1991 is Mevr. Michel, M., advokaat, aangewezen als stagiair bij het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, voor een periode van één jaar met ingang van 1 oktober 1991.

## Gerechtelijke Politie

Bij koninklijk besluit van 12 september 1991 is de heer F. Lemaitre, gerechtelijk officier bij het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Dinant, benoemd tot officier-commissaris voor gerechtelijke opdrachten bij dit parket, vanaf 1 juli 1991.